

UNION EUROPEENNE



Comité des Régions

# Évaluer la qualité de vie dans les villes et régions européennes



*Rapport final*

Évaluer la qualité de la vie dans les villes et régions  
européennes  
Conceptualisation théorique, indicateurs classiques et innovants

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 1999

ISBN 92-828-7895-3

© Communautés européennes, 1999

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

*Printed in Belgium*

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE

Groupe d'experts :

**Max Craglia**  
Dept. Town & Regional Planning, Université de Sheffield

**Lila Leontidou**  
Dépt. de géographie, Université de l'Égée

**Giampaolo Nuvolati**  
Istituto Superiore di Sociologia, Université de Milan

**Jürgen Schweikart**  
Université des sciences appliquées de Berlin

## PREFACE

Depuis les débuts de l'unification de l'Europe, l'amélioration de la qualité de la vie est l'une des préoccupations centrales de l'Union européenne. Il s'agit d'améliorer sans cesse et de garantir durablement, grâce au progrès économique et social, les conditions de vie des citoyens européens.

Au cours des dernières décennies, l'aspiration à la qualité de la vie a pris une place prépondérante, notamment dans les villes, et est devenue l'un des objectifs principaux de la politique locale. Les études réalisées sur la qualité de la vie représentent un outil important pour les décideurs locaux et régionaux. Le développement de modèles avancés d'évaluation de la qualité de la vie, tenant compte de l'évolution socioéconomique et du progrès technologique, revêt à cet égard une importance essentielle.

En procédant à un Audit urbain de grande ampleur dans 58 villes d'Europe et en organisant en novembre 1998 à Vienne le Forum urbain européen, la Commission européenne a jeté les bases d'une politique urbaine dynamique au niveau européen, initiative dont le Comité des régions se félicite et qu'il suit avec la plus grande attention.

La présente étude a pour objet d'examiner les dernières évolutions du concept de qualité de la vie en fonction des transformations de la société moderne et d'établir de nouveaux indicateurs innovants afin de mesurer la qualité de la vie. Elle s'inscrit ainsi dans les efforts déployés par les institutions européennes pour amener les Communautés à prêter davantage attention à l'amélioration de la qualité de la vie dans les régions et les villes de l'Union européenne.

**Manfred DAMMEYER**  
*Président*  
*du Comité des régions*

## INTRODUCTION

En présentant cette étude intitulée "*Évaluer la qualité de la vie dans les villes et régions européennes*", je voudrais remercier mes collègues du groupe de travail du Comité des régions de leur compétence en la matière, qui a été d'une utilité plus que précieuse pour fournir des points de repère dans ce domaine d'une intense complexité.

Au cours des dernières années, la qualité de la vie est devenue l'une des premières priorités des ordres du jour politiques. Au niveau local, régional et national, les responsables ont activement mis en oeuvre des politiques visant à améliorer la qualité de la vie pour nos citoyens.

Les villes et les zones métropolitaines constituent, dans l'Union européenne, les pôles les plus importants de création de richesse et d'emplois. Le défi auquel nous sommes confrontés en tant que gestionnaires urbains est le défi consistant à créer une société concurrentielle qui soit une société d'inclusion, qui respecte et qui protège l'environnement et qui soit en mesure de répondre aux mutations accélérées que connaît notre monde global - afin de créer un environnement urbain durable. Et lorsque nous examinons le développement durable de nos villes, ce sont les questions de qualité de la vie qui doivent servir de fondement à nos discussions.

Toutefois, le projet d'un développement durable demande des politiques et des actions intégrées, comme l'a reconnu la Commission européenne dans son plan d'action pour les zones urbaines intitulé "*Cadre d'action pour un développement urbain durable dans l'Union européenne*", plan qui a été lancé au mois de novembre 1998. Pour pouvoir déterminer si nous parvenons à atteindre nos objectifs, il faut des indicateurs - indicateurs qui puissent servir de références pour évaluer le succès de nos politiques, en particulier pour ce qui concerne la qualité de la vie.

Mais la qualité de la vie a différentes significations pour différentes personnes, et elle recouvre une large gamme de problèmes. Cette étude s'est donné pour objet d'examiner la pertinence d'indicateurs nouveaux et pose la question de savoir si ces indicateurs sont utiles pour déterminer les incidences qui s'exercent sur la qualité de la vie. Cette étude s'est efforcée de mettre en évidence un ensemble d'indicateurs possibles qui soient particulièrement adaptés à la société hautement technologique d'aujourd'hui.

En tant que telle, elle pose un regard nouveau sur un vieux problème, regard qui apporte, selon moi, une importante contribution aux débats actuellement en cours au sein de l'Union européenne.

**Sally POWELL**  
Comité des régions  
Vice-présidente de la commission 4

## Table des matières

<u>Résumé</u>	11
<u>Introduction</u> : Objectifs et structure du projet	13
<b><u>1. Aspects théoriques</u></b>	14
1.1. Littérature consacrée à la qualité de la vie	14
1.2. Les nouvelles frontières	16
1.2.1. Postmodernisme et glissement culturel dans l'analyse urbaine	16
1.2.2. Qualité de la vie et technologies de l'information et des communications	20
1.2.3. Nouvelles perspectives en matière d'analyse de la qualité de la vie	24
<b><u>2. Aspects méthodologiques</u></b>	28
2.1. Historique	28
2.1.1. Introduction	28
2.1.2. Définition de la ville	29
2.1.3. Données sur les villes	31
2.2. Vers une individualisation des indicateurs	33
2.2.1. Evolution socioéconomique général	34
2.2.2. Disponibilité des services	35
2.2.3. Disparités internes	38
2.2.4. Attrait	39
2.2.5. Potentiel technologique et d'innovation	40
<b><u>3. Analyse des données</u></b>	42
3.1. Choix des indicateurs	42
3.2. Critères de sélection pour les études de cas	43
3.3. Construction des indicateurs	46
3.3.1. Développement socioéconomique général	46
3.3.2. Disponibilité des services	50
3.3.3. Disparités internes	52
3.3.4. Attrait	58
3.3.5. Potentiel technologique et d'innovation	60
3.4. Orientations futures en matière d'implémentation des statistiques	62
3.4.1. Populations urbaines	62
3.4.2. Temps	63
3.4.3. Technologie	64
3.4.4. Directions pour la recherche future	64
<b><u>4. Conclusions</u></b>	66
<b><u>Bibliographie</u></b>	68

## Résumé

*En reconnaissant la complexité croissante des défis rencontrés par les zones urbaines, la Conférence de Barcelone a identifié la nécessité d'établir un système d'indicateurs locaux et régionaux de la qualité de la vie, destinés à informer la décision politique. Le Comité des régions a décidé d'apporter sa contribution en demandant la réalisation d'une étude d'ampleur limitée venant compléter celles que la Commission a déjà entreprises. Les objectifs de cette étude sont les suivants :*

- 1. définir les dernières évolutions du concept de qualité de la vie en fonction des transformations de la société moderne ;*
- 2. proposer des axes analytiques pour l'étude de la qualité de la vie ;*
- 3. explorer les données disponibles pour ces axes ;*
- 4. identifier de nouveaux indicateurs permettant d'étudier ces axes plus en profondeur ;*
- 5. évaluer les lacunes à combler en matière de données pour pouvoir élaborer les indicateurs plus avancés ainsi mis en évidence.*

*Le présent rapport étudie les mesures traditionnelles de la qualité de la vie et leur fondement théorique. A cet égard, il distingue trois grands domaines d'attention : i) les nouveaux défis posés par des forces économiques mondiales que doivent relever les systèmes urbains, les nouveaux schémas de production et de consommation et l'amélioration des transports, ii) l'émergence du postmodernisme en tant que cadre théorique efficace pour l'analyse de la société urbaine et iii) les opportunités et menaces issues de l'émergence de la société de l'information.*

*A cette période de charnière entre deux siècles, il convient par ailleurs de réviser la définition et la conceptualisation de la « qualité de la vie en tenant compte des considérations précitées et en accordant davantage d'importance à l'interaction complexe des forces économiques, sociales et technologiques actives dans les zones urbaines ainsi qu'à leur impact sur les différents groupes sociaux. Il faudrait dès lors déplacer le centre d'attention de l'analyse des besoins humains matériels et non matériels vers l'évaluation de l'intersection entre d'une part les opportunités et les services collectifs et d'autre part, les capacités individuelles en termes de compétences, d'information, de participation, d'intégration et de liberté de choix. Le présent rapport se concentre plus particulièrement sur les indicateurs socioéconomiques et technologiques, tout en reconnaissant que les questions environnementales exercent également une influence considérable sur la qualité de la vie.*

*Conscient des limites propres aux données transnationales comparables, ce rapport propose quelques indicateurs pragmatiques, qui tentent de rendre compte des complexités mises en évidence. Il les applique ensuite à une sélection de quelques villes et formule des recommandations pour de futurs travaux. De manière plus spécifique, il importe d'établir des liens plus étroits entre les indicateurs subjectifs et objectifs afin d'étudier les interactions entre les pratiques individuelles et les ressources collectives disponibles dans la société contemporaine en vue d'améliorer les conditions de vie.*

### Introduction : Objectifs et structure du projet

On s'accorde de plus en plus sur la nécessité de formuler des réponses coordonnées au sein de l'Union européenne pour faire face aux défis qui se posent dans les zones urbaines dans la mesure où celles-ci rassemblent plus de 80 % de la population de l'Union européenne (voir CCE, 1997a). Les zones urbaines sont à la fois des sources importantes de production, d'innovation et d'emplois et des foyers de pauvreté et d'exclusion sociale. Il convient donc d'élaborer des politiques raisonnées visant à atteindre les objectifs globaux de l'Union européenne, à savoir un développement économique harmonieux et équilibré, une croissance durable, stable et non inflationniste, une convergence des résultats économiques, une augmentation de l'emploi et de la protection sociale, une amélioration de la qualité de la vie, une cohérence économique et sociale ainsi qu'une solidarité entre les États membres.

De nouveaux défis posés aux zones urbaines résulteront probablement des futurs élargissements de l'Union européenne et de la redéfinition des zones nécessitant une aide. C'est dans cette optique que la Conférence de Barcelone a examiné la nécessité d'établir un système d'indicateurs locaux et régionaux de la qualité de la vie qui serviraient à informer la décision politique. Le Comité des régions a décidé d'apporter sa contribution en demandant la réalisation d'une étude d'ampleur limitée venant compléter celles que la Commission a déjà entreprises.

Les objectifs de l'étude sont les suivants :

6. définir les dernières évolutions du concept de qualité de la vie en fonction de la transformation de la société moderne ;
7. proposer des axes analytiques pour l'étude de la qualité de la vie ;
8. analyser les données disponibles pour ces axes ;
9. identifier de nouveaux indicateurs permettant d'étudier ces axes plus en profondeur ;
10. évaluer les lacunes à combler en matière de données pour pouvoir construire les indicateurs *plus avancés* ainsi mis en évidence.

Ce rapport se répartit en quatre chapitres. Le premier aborde la définition et la conceptualisation de la qualité de la vie. Il propose d'une part un aperçu de la littérature à ce sujet et aborde les approches traditionnelles utilisées dans la définition et l'évaluation de la qualité de la vie et d'autre part, une analyse des nouveaux défis posés par l'évolution des paradigmes et les mutations technologiques.

À partir de ces considérations, ce chapitre propose cinq dimensions pour étudier la qualité de la vie d'un point de vue plus large :

1. l'évolution socioéconomique générale de la collectivité urbaine ;
2. les services disponibles dans la ville ;
3. les disparités internes entre les habitants ;
4. les attraits, la concurrence et les conflits potentiels entre les habitants et les navetteurs ;
5. technologie et potentiel d'innovation destinés à améliorer la qualité de la vie.

Les auteurs reconnaissent l'importance fondamentale d'une sixième dimension, qui concerne l'influence de l'environnement sur la qualité de vie, mais celle-ci se situe au-delà des limites de cette étude. Dans cette perspective, le deuxième chapitre apporte



une analyse critique et constructive des indicateurs disponibles et souhaitables pour chacune de ces dimensions. Dans le troisième chapitre, quelques cas d'études ont été sélectionnés afin d'évaluer les indicateurs choisis parmi les données disponibles et d'étudier ensuite les nouveaux schémas généraux d'interprétation. Le chapitre quatre résume les résultats et livre les conclusions de ce rapport.

## 1. Aspects théoriques

### 1.1. Littérature consacrée à la qualité de la vie

La qualité de la vie est un concept très général et très abstrait que l'on peut définir et mesurer de différentes manières, en utilisant des indicateurs objectifs et subjectifs. Il n'existe pas d'accord unanime quant à la définition de la qualité de la vie (Lötscher, 1985). En réalité, ce qui ressort de manière frappante de l'analyse d'études sur la qualité de la vie, c'est la grande disparité qui existe entre elles (Ruprecht, 1993). Dans la plupart des cas, les indicateurs portent sur des notions telles que la santé, le logement, le travail, les loisirs, la criminalité, etc. Mais en dernière analyse, les études révèlent que la qualité de la vie ne saurait être objectivée, dans la mesure où le choix des indicateurs, leur représentation et leur interprétation suppose déjà une certaine forme de jugement (Lötscher, 1985).

Toutefois, plusieurs tentatives ont été déployées pour trouver une convergence et une définition commune de la qualité de la vie. Pour définir la qualité de la vie, l'on peut s'inspirer de l'analyse du modèle d'Allardt (1976, 1981). Celui-ci établit une distinction entre conditions de vie objectives et subjectives et en particulier, il envisage quatre dimensions différentes : le niveau de vie, la qualité de la vie, la satisfaction et le bonheur.

- Le niveau de vie concerne ce que l'on appelle les besoins matériels en termes de santé, d'alimentation, d'emploi, de revenus, etc.
- La qualité de la vie concerne les conditions de vie non matérielles, en premier lieu la qualité des relations humaines, l'intégration sociale et culturelle et la qualité de l'environnement.
- La satisfaction concerne la perception subjective du niveau des conditions de vie.
- Quant au bonheur, il concerne la perception subjective de la qualité de la vie.

Andrews et Szalai (1980) et plus récemment, Spanò (1989) proposent une autre démarche. De fait, ils considèrent la qualité de la vie comme un mélange de tous les éléments évoqués ci-dessus (matériels et non matériels, objectifs et subjectifs), et ce en raison de l'étroite relation qui existe entre ces dimensions. Zapf (1984), en particulier, met en évidence les relations existant entre les conditions de vie objectives et la qualité de la vie perçue de manière subjective. Si l'on réduit à deux critères les manifestations de la qualité de la vie, à savoir *ce qui est bon* et *ce qui est mauvais*, la combinaison de la qualité objective et subjective donne naissance à une matrice de 2x2. Toutes les combinaisons théoriques peuvent ainsi se retrouver dans la pratique. Par exemple, une personne vivant dans de bonnes conditions objectives peut percevoir sa qualité de vie comme étant mauvaise d'un point de vue subjectif. C'est ce que Zapf appelle la *dissonance*. Dans le cas contraire, où la personne estime que ses conditions de vie subjectives sont bonnes en dépit de conditions objectives mauvaises, Zapf utilise le

terme *adaptation*. De même, lorsque les conditions objectives et la perception subjective sont positives, on parle de *bien-être*, tandis que lorsque ces deux éléments sont négatifs, il s'agit de *privation*. Selon les textes, on peut également opérer une distinction entre les composants *cognitifs* (Cantril 1965) et *affectifs* (Brandum 1969, Bradburn et Caploviz 1965) en matière de bien-être subjectif. Les premiers résultent d'un processus individuel de comparaison portant sur les objectifs de vie, leur réalisation et le niveau de satisfaction. Les seconds ont trait à un état de félicité plus émotionnel et non rationnel.

Concernant la définition de la qualité de la vie, il est intéressant en outre de prendre en considération d'une part, les démarches de Hauser et Lörcher (1973) et de Gerson (1976) qui établissent une distinction entre conditions de vie *individuelles* et conditions de vie *collectives* et d'autre part, les recherches de Galtung et Wirak (1976) et d'Inglehart (1977) orientées vers la définition de besoins et de services *primaires* et *secondaires*, de valeurs *matérialistes* et *postmatérialistes*. La démarche du type *individuel-collectif* concerne au premier chef l'analyse du niveau de vie en termes de distinction entre situations ou desiderata personnels et structures ou intérêts publics, tandis que les démarches du type *primaire-secondaire* et *matérialiste-postmatérialiste* peuvent se comparer au continuum déjà mentionné des besoins *matériels* par rapport aux besoins *non matériels* (Nuvolati, 1998).

Il est possible de définir d'autres modèles orientés vers l'analyse de la qualité de la vie et intégrant la dichotomie *individuel-collectif* avec la dichotomie *matériel-non matériel*. Un exemple de démarche de ce type se fonde sur cinq dimensions (Nuvolati, 1993). La première dimension concerne principalement les problèmes liés à la disponibilité et à l'accessibilité de *services publics (ou fondamentaux)*, tels que : lits d'hôpitaux, écoles, services sociaux et services de transports. La deuxième dimension concerne toutes les questions liées à la *condition économique personnelle ou familiale* des individus en termes d'emploi, de revenus, de logement, etc. Tous ces aspects peuvent être considérés comme des *aspects matériels*. Pour ce qui a trait aux *aspects non matériels* – même s'il n'est pas toujours aisé d'établir cette séparation étant donné la difficulté de distinguer les problèmes privés des problèmes collectifs – nous avons l'organisation des *services publics* tels que d'une part, les cinémas, les théâtres, les zones sportives et récréatives et d'autre part, la quantité et la qualité des relations entre les individus dans un contexte *privé* ou *familial*, ou bien au niveau de la microcollectivité. La dernière dimension comprend les *variables environnementales* touchant à la météorologie, aux installations touristiques, aux monuments et à l'architecture, aux paysages, etc.

Si l'on se penche sur l'évolution des recherches sur la qualité de la vie au cours des vingt dernières années, il faut également relever le rôle de plus en plus important joué par les études portant sur la santé (Naess, 1989). La tendance à passer d'études économiques et sociologiques à des études plus psychologiques et plus médicales révèle la prédominance de la démarche individuelle en termes d'adaptation physique et mentale des sujets à des conditions de vie prédéterminées. Cette perspective ne vise pas à réduire l'importance des intrants objectifs, mais plutôt à vérifier l'existence de la possibilité d'intégration et des conflits opposant les besoins collectifs et les besoins individuels.

Cependant, d'un point de vue plus pragmatique, tous les modèles présentés dans ce chapitre convergent vers une liste des principales préoccupations relatives à la qualité de la vie. On considère généralement que ces préoccupations, reprises au tableau 1, sont les plus importantes lorsqu'on étudie la qualité de la vie. Elles constituent dès lors les

sujets classiques autour desquels s'articulent de nombreuses études et seront analysées au chapitre 2.1.

**Tabl. 1 – Principales préoccupations concernant la qualité de la vie abordés dans la littérature.**

Préoccupations
- Population
- Revenu et richesse
- Santé
- Logement
- Disponibilité des services
- Criminalité et pathologie sociale
- Emploi et conditions de travail
- Environnement (trafic, pollution, climat)
- Relations personnelles
- Participation

## 1.2. Les nouvelles frontières

### 1.2.1. Postmodernisme et glissement culturel dans l'analyse des conditions de vie urbaines

Comme l'indique l'actuel glissement culturel dans le domaine de la géographie, les conditions de vie urbaines ont été étudiées de différents points de vue dans le temps et l'espace. Ainsi, les villes européennes ont pris conscience de la diversité des dimensions et des problèmes relatifs à la qualité de la vie selon les périodes et les pays étudiés, qui sont généralement fonction des exigences en matière de gestion urbaine. Au siècle dernier, les réglementations relatives à la planification répondaient aux risques sanitaires, et cet intérêt pour les normes d'hygiène dans la planification ainsi que pour l'analyse de la vie urbaine se marquait d'ailleurs toujours au début de ce siècle (Benevolo 1993). Pendant la période de reconstruction de l'après-guerre et de planification d'aménagement du territoire qui a suivi, les centres d'intérêts ont glissé progressivement vers l'affectation du sol, l'infrastructure et les aménagements urbains, tels que les espaces verts, la mise en valeur des terres, l'éducation, les services sociaux et d'autres normes liées à l'utilisation de l'espace. Aujourd'hui, ils ont cédé la place aux préoccupations actuelles de la cité postmoderne.

La réinvention de la tradition et l'intérêt pour le tourisme global ont également contribué à l'évolution culturelle des études urbaines. Ainsi, l'un des travaux les plus impressionnants de cette nouvelle vague est l'analyse de Vienne effectuée par Schorske (1981). Il y aborde les différents thèmes liés à la qualité de la vie depuis la création de la Ringstraße jusqu'aux forces façonnant le paysage culturel de la ville. La cité s'analyse dorénavant comme une œuvre d'art, une représentation et un texte, différente dès lors pour chacun de ses utilisateurs et produits. Le fondement de cette évolution vers des explorations culturelles et humanistes repose sur le passage de la planification à la conception ainsi que sur l'importance accordée à la fois à la promotion urbaine, la compétitivité et la durabilité. Les conditions de la vie citadine ont dès lors acquis de nouvelles dimensions en raison de l'intensification de la concurrence urbaine au sein de l'Union européenne au cours des années 1990 (Bailly *et al.* 1996 ; Jensen Butler *et al.* 1996).

Le tournant culturel qui s'inscrit dans les études géographiques et urbaines a promu la résurgence d'une tradition de recherche dans le domaine du paysage urbain, laquelle évoluait autrefois loin des préoccupations des dirigeants urbains et tend aujourd'hui à s'en rapprocher. Cette tradition était nettement différente à chaque décennie de l'après-guerre. Dans les années soixante, l'antimoderniste Lowenthal (1961) était fort apprécié dans ce domaine de recherche pour ses « géographies personnelles » (Jackson 1989 : 20). Plus tard, la lecture du paysage urbain se mêle à des préoccupations humanistes plutôt que sociales. Les premières ont progressivement envahi le devant de la scène en même temps que les préoccupations environnementales dans le domaine de la géographie. Cette évolution gagne lentement du terrain à la fin des années 1970 lorsque des géographes culturels comme Ley et Samuels (1978), Tuan (1977) et Gregory (1978) introduisent le concept « d'agence humaine », transformant ainsi la géographie humaine et la gestion des villes. Par ailleurs, l'analyse paysagère se détache du subjectivisme et du réductionnisme de Lowenthal (1961) pour se tourner vers l'intersubjectivité et la créativité humaine. Cette progression reflète ainsi le rejet de la politique *ascendante* dans la réglementation de la qualité de la vie. Le facteur de « la base », c'est-à-dire local, fait une entrée en force. Une intégration tardive des idées de Berger (1972) révèle que les paysages matériels ne sont pas neutres, mais au contraire, reflètent les relations de pouvoir et les « points de vue » dominants (Zukin 1991). Ils sont également élaborés sur la base de représentations idéalisées dans la peinture, la poésie et aussi le discours officiel (Cosgrove et Daniels, 1988).

Toutefois, la tension entre structure et action reste vive. Dans les années quatre-vingts, Harvey (1985) inscrit la « lecture » du paysage capitaliste dans une définition de la culture comme étant des ensembles communs de significations partagées, lesquelles s'expriment dans les pratiques sociales des collectivités. Quant à l'école d'analyse paysagère qui en découle, elle s'intéresse à la façon dont la mondialisation de la production et de la consommation culturelles influence les relations entre l'identité culturelle, sa signification et sa place (McDowell 1994 : 146). Elle étudie les processus permettant de transformer les symboles, rituels, comportements et pratiques sociales quotidiennes en un ensemble commun de significations qui, à leur tour, dépendent largement de la localisation. Cette école accorde davantage d'intérêt aux préoccupations sociales plutôt qu'humanistes et s'attarde dès lors sur les divisions sociales de la cité.

La « lecture » des paysages modernistes de la fin des années 1980 synthétise ces tendances et introduit simultanément des approches faisant appel aux vues et méthodes postmodernistes (Jackson 1989, Duncans 1988-90, Agnew 1989, Harvey 1989, Soja 1989, Shields 1991, Ford 1991, Mohanty 1991). Cette nouvelle démarche s'est cristallisée dans les années 1990 dans le cadre du postmodernisme appliqué à l'architecture et aux études urbaines. Elle marque une coupure nette avec l'éthique de modernisation en vigueur dans l'analyse et la gestion de la ville, laquelle mettait en exergue des valeurs d'ordre dans la cité. Le modernisme a été synonyme de zonage, de réglementation de la construction, d'ordre dans l'espace. Ces postulats ont été récemment l'objet des attaques des tenants d'environnements urbains postmodernes en même temps que des travaux de Jacobs (1961), Lynch (1960) et d'autres (voir Ellin 1996) étaient réhabilités. Cette école souligne et encourage la fragmentation, les mosaïques urbaines et la diversité bigarrée des différences culturelles en tant que facteurs d'amélioration de la qualité de la vie urbaine (Harvey 1989, Leontidou 1993, Ellin 1996).

Pendant la période moderniste, la théorie urbaine a été critiquée comme étant ethnocentrique, excluant les villes connaissant une évolution différente des cités

américaines ou européennes. En particulier, les villes du sud de l'Europe n'ont pas suivi la même trajectoire ou n'ont pas la même structure que les villes anglo-américaines (Leontidou 1990, 1996a). Les chercheurs européens et américains ont souvent exprimé leur difficulté face à la spécificité des villes du bassin méditerranéen car elles défiaient toutes les théories modernistes. Certains chercheurs n'ont pas eu peur de ranger Rome ou Athènes dans un schéma « précapitaliste » (White 1984 : 161). Cette catégorisation a été largement critiquée à la lumière d'une part, de l'économie politique urbaine, dominée par le secteur informel (Leontidou 1990), et d'autre part, de la théorie postmoderniste (Leontidou 1993, 1996, 1997).

Actuellement, il est admis que les villes sud-européennes possèdent des caractéristiques anciennes de ce qu'on appelle l'urbanisme postmoderne : aménagement du territoire mixte, procédures de construction informelles et fragmentation de l'espace (Leontidou 1990, 1993). Enfin, il est probablement trompeur de parler de « post »-modernisme pour des paysages urbains très anciens. En réalité, il s'agissait uniquement d'une autre forme de capitalisme ayant vu le jour dans le Sud ainsi que d'une économie politique et d'une manière de construire où le secteur informel était beaucoup plus important que dans le nord et l'ouest de l'Europe (Leontidou, 1990).

Une autre particularité majeure du paysage urbain méditerranéen repose sur la prédominance de la tradition et de la mémoire historique, bien plus présentes que dans les cités anglo-américaines. Ainsi les monuments antiques et médiévaux, qui datent d'une époque où la Méditerranée était le berceau de la civilisation et du développement, y constituent un élément important. Les monuments jouent en outre un rôle essentiel dans l'élaboration de l'identité nationale de même qu'au niveau de la mémoire collective. Sachant la place centrale qu'occupe la réinvention de la tradition dans l'urbanisme postmoderne, ce type de paysage a acquis une valeur tout à fait particulière. En effet, les villes méditerranéennes n'ont rien à « réinventer ». Leur tradition a toujours été reconnue partout et leurs monuments sont, pour le monde entier, à la fois des symboles nationaux et des emblèmes de la civilisation occidentale (Harvey 1996 : 309-10, Loukaki 1997).

La réinvention de la tradition est l'une des stratégies adoptées par les villes européennes postmodernes pour accroître leur visibilité dans un contexte de promotion (Kearns et Philo eds 1993). Dans l'Europe postmoderne, le champ « production » cède la place à celui de la consommation et des communications. D'autre part, les villes développent de nouvelles stratégies de gestion urbaine afin de faire face à la mondialisation et au néolibéralisme politique. La concurrence urbaine engendre ainsi un processus de construction des villes basé sur l'esthétique plutôt que la planification (Blacksell *et al.* eds 1994, Jensen-Butler *et al.* eds 1996, Bailly *et al.* 1996, Leontidou 1997). Les villes se font concurrence pour susciter l'intérêt des organismes de financement et des entreprises en accroissant leur visibilité. Elles essaient d'attirer le tourisme international, rivalisent pour accueillir des conférences et événements internationaux et enfin promeuvent la spécificité de leurs paysages et de leurs traditions réinventées.

C'est ainsi que l'intérêt pour le paysage ainsi que la contribution de l'imagination et de l'esthétique dans la construction urbaine occupent le centre des préoccupations des villes postmodernes européennes. Ces deux éléments influencent d'ailleurs aussi la manière d'évaluer la qualité de la vie en ville. La gestion urbaine a adopté l'importance néo-libérale de l'esthétique aux dépens de la planification, c'est-à-dire la morphologie urbaine et la protection des bâtiments et espaces traditionnels plutôt

que la création d'infrastructures sociales. On constate un respect croissant vis-à-vis de la monumentalité, la rénovation des centres villes, le recyclage des espaces industriels, le développement des quais et, de manière générale, les interventions locales plutôt que la planification de structures (Kearns *et al.* eds 1993, Berry *et al.* eds 1996, Jensen-Butler *et al.* eds 1996). La concurrence urbaine s'accompagne néanmoins d'une certaine forme de coopération. En effet, toutes ces stratégies évoluant de manière inégale dans l'espace européen, on remarque déjà une repolarisation au niveau de l'Europe méditerranéenne (Leontidou 1995).

L'évolution toujours plus rapide de la société et les glissements paradigmatiques résumés plus haut ont également déterminé une modification tout à fait radicale de la définition de la qualité de la vie. En particulier, de nouvelles dimensions théoriques deviennent de plus en plus importantes.

D'une part, la qualité de la vie aujourd'hui ne signifie pas simplement de pouvoir disposer de ressources (matérielles et non matérielles), mais aussi de pouvoir y accéder et de pouvoir les utiliser aisément. Les questions de temps, de l'information, le niveau de compétence dans l'utilisation des dispositifs techniques de la vie quotidienne, le niveau de liberté de choix dont nous disposons constituent des éléments importants qu'il y a lieu de prendre en considération pour mesurer le bien-être des individus. Nombre de ces thèmes ont été conceptualisés par différents sociologues, philosophes et économistes (par exemple, Nussbaum and Sen, 1993 ; Gershuny, 1993). Néanmoins, leur application dans l'élaboration d'indicateurs sociaux valides et fiables reste encore très difficile.

D'autre part, de grandes inégalités existent encore entre les catégories de population, qui dépendent de variables socioéconomiques classiques et déterminent la nécessité d'explorer plus en profondeur l'origine et la transformation de telles inégalités, en tenant compte de nouveaux problèmes liés au processus continu de modernisation.

Au cours du processus historique de développement urbain, l'industrialisation, la modernisation, les progrès et l'innovation technologiques se sont toujours accompagnés de divisions sociales. En fait, de manière paradoxale, l'innovation technologique, que l'on croit de nature à faire progresser la qualité de la vie, a également entraîné une détérioration du niveau de vie pour des segments importants de la population urbaine et de la naissance et des disparités internes dans les centres urbains. La question « la qualité de la vie pour qui ? » prend ici tout son sens.

Le modèle traditionnel des indicateurs urbains a mis en exergue l'augmentation permanente de la consommation et de l'ordre dans la ville comme révélateur d'une qualité de vie élevée. Comme nous l'avons souligné plus haut, cette conceptualisation de la qualité de la vie était liée à des valeurs axées sur le consommateur, qui étaient répandues dans les premières décennies de l'après-guerre. Ignorant les disparités internes, ces modèles n'étudiaient que la classe moyenne urbaine. Ils ont d'ailleurs été critiqués en tant que postulats du consumérisme et du modernisme, reflets des valeurs défendues par les groupes sociaux dominants et les classes moyennes. Comme nous l'avons décrit plus haut, les manières d'aborder ce domaine ont toutefois évolué en différents endroits dans les années soixante-dix. Le modèle traditionnel des indicateurs urbains a été réfuté parce qu'ethnocentrique et présentant comme universelles des cultures essentiellement anglo-américaines (voir chapitre *supra*).

Après les années 1970, les approches critiques développées par les mouvements anticonsuméristes et écologistes ont occupé le devant de la scène. Les mouvements

sociaux urbains mettaient en avant la qualité de la vie et le bonheur, et abordaient les disparités urbaines de manière tout à fait spécifique (Pickvance *et al.*, 1991). L'exemple le plus utilisé par les analystes urbains est le processus de renouvellement urbain : l'innovation de l'espace urbain séparait les anciens habitants et risquait de les priver de domicile. C'est l'exemple de la *renovation-déportation*, attaquée par les analystes urbains français tout au long des années soixante-dix (Lefebvre 1991, Laborde 1994). Les autres villes européennes ont également vu naître des mouvements sociaux au cours de cette décennie. Ils ne constituaient pas seulement une résistance à la déportation, c'étaient aussi des mouvements contre la relocalisation industrielle, qui s'opposaient à la création d'infrastructures techniques et même aux réglementations urbanistiques. Leur anticonsumérisme ouvrait la voie aux multiples travaux actuels consacrés à la durabilité urbaine. Si l'on retrouve également des valeurs post-matérialistes dans la pensée postmoderne, le principal courant de ce tournant culturel est, comme nous l'avons souligné plus haut, de nature matérialiste : concurrence urbaine et le marketing place.

Les niveaux de qualité de vie, et les indicateurs qui en découlent, sont difficiles à conceptualiser au niveau de l'agglomération, de « l'interculturalité » et au travers des nations. Pour réinsérer une perspective comparative, qui ne néglige pas les cultures urbaines différentes de celles typiquement européennes ou américaines, il est nécessaire d'établir à l'intention des géographes et des planificateurs des systèmes multidimensionnels d'évaluation de la qualité de la vie et de la politique qui y est appliquée. Une proposition récente (Jensen-Butler *et al.* eds 1996 : 20-21 ; Bailly *et al.*, 1996) identifie quatre dimensions sous-jacentes à la politique urbaine : efficacité, égalité, contrôle des facteurs externes négatifs et objectifs budgétaires. Le concept d'égalité et ses implications pour les indicateurs de qualité de la vie est abordé au chapitre 2.2.3.

#### 1.2.2. Qualité de la vie et technologies de l'information et des communications

Parallèlement aux préoccupations et aux glissements culturels abordés dans la section précédente, on constate que des changements de société majeurs apparaissent dans la foulée de la progression des technologies de l'information et des communications (TIC). Celles-ci bénéficient aujourd'hui d'une telle diffusion qu'elles touchent tous les aspects de notre vie quotidienne. Le travail, les achats, les voyages, les banques, les services locaux, l'hôpital ou la sortie cinéma, toutes ces activités entrent plus ou moins en contact avec des TIC. De même, de nombreux héros de nos enfants, jouets, jeux ou frères imaginaires, sont entièrement générés par ordinateur et ressemblent peu voire pas du tout à des êtres humains.

Selon certains commentateurs, cette évolution marquerait l'aube d'un nouvel avenir, une véritable révolution comparable à la révolution agricole et industrielle (voir par exemple Toffler 1980). D'autres, plus sceptiques, soutiennent qu'un futur technologique n'a rien d'inévitable ni de nécessairement radieux. L'orientation et la nature de notre avenir non seulement dépendent largement de nous-mêmes mais elles risquent en outre de comporter à la fois des éléments positifs et nettement moins positifs. Notre meilleure défense contre les scénarios indésirables d'un futur dominé par l'entreprise Big Brother (voir par exemple Masser et Wegener, 1996 pour les systèmes d'information géographique) réside dans l'éducation et l'apprentissage des deux faces de la médaille. D'autres adoptent une perspective davantage économique et soulignent le paradoxe entre les investissements massifs continus des vingt dernières années dans le

domaine des TIC et le manque de croissance perceptible au niveau de la productivité (Landauer, 1995).

En Europe, le débat politique a surtout été conditionné par des préoccupations économiques sur les hauts taux de chômage permanents, particulièrement auprès des jeunes, et sur les questions de croissance et de concurrence au siècle prochain (CCE, 1993). Le terme « société de l'information » recouvre dorénavant un vaste ensemble de politiques poursuivies par les gouvernements nationaux et la Commission européenne dans le but de déployer les outils nécessaires aux développements technologiques dans le domaine des TIC afin de créer des emplois et une prospérité continue. Si l'accent est mis sur les questions économiques, l'on reconnaît néanmoins que le développement des TIC représente des défis et des opportunités beaucoup plus larges, y compris au niveau de la démocratie et de la participation, de l'inclusion sociale, de l'égalité des chances et de l'égalité d'accès pour les personnes handicapées (voir CCE, 1996)

Au vu de ces considérations, il est évident que les TIC affectent la qualité de la vie. Comment cependant en fonctionnaliser et en mesurer les impacts ? Comment suivre les politiques et dégager les effets découlant d'initiatives individuelles du contexte économique et technologique plus large dans lequel elles s'inscrivent ? L'étude de la littérature actuelle est d'une aide limitée lorsqu'il s'agit d'aborder de telles questions. Il existe certes un corpus important de recherches sur les indicateurs ainsi que des revues spécialisées, comme le Social Indicators Research, mais la contribution et les défis posés par les TIC en matière de qualité de la vie ont été très peu explorés jusqu'à présent. D'importants projets et études – comme celle sur l'évaluation du potentiel de régénération des zones urbaines réalisée par Coombes *et al.* (1992) pour le ministère de l'environnement au Royaume-Uni et le plus récent Audit urbain effectué pour la Commission européenne – analysent généralement des variables plus traditionnelles qui affectent la qualité de la vie. Ainsi, l'étude de Coombes *et al.* a mis en évidence quarante-sept variables regroupées en six catégories : ressources géographiques (l'accent étant particulièrement mis sur l'accessibilité), ressources financières, ressources en infrastructures (structures industrielles, activités de recherche et développement, contraintes spatiales et communications), services (santé, éducation, services sociaux et environnement), ressources intangibles (cohésion de la collectivité, coût de la vie, sens de l'identité) et ressources humaines (démographie, main-d'œuvre, entreprises). L'étude d'audit urbain de la Communauté européenne a adopté une démarche similaire, en regroupant trente-trois indicateurs en cinq catégories : aspects socioéconomiques, engagement civique, formation et éducation, environnement, loisirs récréatifs et culture

S'il fait peu de doute que toutes les catégories susmentionnées ont eu une influence considérable sur le modelage de la qualité de la vie, les derniers développements sociaux et technologiques mettent progressivement en question leur validité ou du moins la mesure dans laquelle elles seront aussi appropriées pour la société du XXI<sup>e</sup> siècle que pour celle du XX<sup>e</sup> siècle. En outre, d'un point de vue technologique, ces approches ne prennent pas en considération l'évolution des TIC qui contribue à un changement radical de notre concept d'accessibilité ainsi que des modèles d'éducation et de formation. L'apprentissage à vie n'est pas qu'un slogan. C'est de plus en plus un impératif. Rien qu'à cet égard, il semble ironique que l'Europe tente d'accepter une société de l'information et de s'y conformer alors que, par de nombreux aspects, sa politique est toujours ancrée dans une conception de la société industrielle peu différente de celle du début du siècle. Ainsi le Schéma de développement de l'espace communautaire vise à élaborer une hiérarchie urbaine polycentrique, encore influencée par les théories de Christaller (CCE, 1997b), alors que l'un des plus

ambitieux projets européens, les réseaux de transport transeuropéens (200 milliards d'euros), repose sur la ferme conviction que l'évolution socioéconomique est une variable dépendante de l'accessibilité et que par conséquent, des améliorations au niveau de la première entraîneront *nécessairement* des progrès au niveau de la seconde.

Comme le fait valoir Graham (1997), ces conceptions se fondent sur un modèle positiviste de science régionale, dans lequel l'espace et le temps sont considérés comme étant des "contenants" de l'activité humaine et dans lequel la distance constitue une barrière aux interactions. Si adaptées qu'elles puissent avoir été ces démarches dans une société industrielle, elles ne sont pas applicables aux nouvelles formes de communication par voie électronique. En effet, des évolutions telles qu'Internet ne se contentent pas de réduire l'espace et le temps, comme une nouvelle route accroît l'accessibilité. De plus, comme l'a souligné Cleveland (1982), l'information numérique possède, contrairement à toute autre forme de bien économique, des propriétés uniques : elle progresse avec son utilisation, elle peut être compressée et synthétisée, elle peut remplacer d'autres intrants comme le capital et le travail, elle peut être transférée presque instantanément et sans frais supplémentaires, elle se contrôle difficilement (nombreuses fuites) et enfin, elle peut être transmise tout en étant conservée. La notion même d'espace euclidien et d'économie des matières premières change fondamentalement dans le cadre des transactions numériques à un point que l'on ne saisit pas encore tout à fait. En outre, Internet, le Web et le commerce électronique créent des espaces virtuels d'interactions socioéconomiques qui coexistent avec le monde physique. Il se crée de nouvelles collectivités virtuelles, dont la caractéristique première n'est plus la proximité spatiale; ou si l'on inverse la manière d'exprimer ce phénomène : étant donné une collectivité physique, celle-ci ne se trouve plus nécessairement dans le cas de partager aussi des points de référence sociaux (Rheingold 1994).

Ces évolutions présentent de nouveaux défis à la fois aux chercheurs, aux praticiens et aux décideurs politiques, particulièrement dans le domaine de la planification urbaine et régionale. Ces défis sont d'autant plus complexes que les infrastructures comme Internet sont largement invisibles, contrairement à celles qui, telles les routes et les chemins de fer, servaient de supports à la société industrielle (Graham, 1997).

Cette évolution ne signifie pas, bien évidemment, la mort des villes ou de l'espace. L'espace a toujours une importance certaine, et comme le souligne Hall (1999) de façon convaincante, même dans une économie basée sur l'information, les villes survivent en même temps que les hiérarchies urbaines traditionnelles. Elles continuent à jouer un rôle majeur en tant que centre d'apprentissage, des affaires et du divertissement, même si la hiérarchie subit différemment l'impact de l'économie mondiale et des forces technologiques. Le passé, le présent et le futur coexistent sous des formes diverses, mais il est clair que l'analyse de la politique urbaine consacre une attention croissante aux nouvelles formes de communication économique et sociale ainsi qu'aux opportunités et défis créés par les TIC au niveau de la qualité de la vie. Cette approche comprend également l'identification de domaines d'intérêts clés et la définition d'indicateurs potentiels exprimant le rôle de plus en plus important des TIC dans notre vie quotidienne.

Le Livre vert *Vivre et travailler dans la société de l'information* (CCE, 1996) constitue un excellent point de départ pour appliquer les concepts décrits ci-dessus. Ce document dégage trois grands domaines d'attention. Primo, *Travailler dans la société de*

*l'information* porte sur l'impact des TIC sur les pratiques du travail et identifie trois grands défis :

- « un premier défi consiste à développer les connaissances et à promouvoir le potentiel du nouveau paradigme de l'organisation du travail dans un souci d'accroissement de la productivité et de satisfaction du travail ;
- un deuxième défi consiste à aider les PME, génératrices d'emplois dans l'Union européenne, à maximiser le potentiel de ce changement pour devenir plus compétitives ;
- un troisième défi consiste à moderniser le cadre contractuel de la vie professionnelle pour trouver des voies et des moyens permettant de concilier flexibilité et sécurité » (CCE 1996, p. 2).

Secundo, *L'emploi dans la société de l'information* aborde un domaine d'attention crucial, à savoir la suppression de l'emploi et le déplacement géographique (par exemple pertes d'emplois en Europe et création d'emplois en Inde) ou social des emplois à cause des TIC. Ici les principaux défis sont les suivants :

- [ce dont l'Europe a besoin], « c'est d'une refonte substantielle de l'éducation et de la formation, qui puisse rattraper la révolution des TIC et suivre le développement technologique permanent au cours des années à venir ;
- le système éducatif doit évoluer et aller de l'enseignement vers l'apprentissage. Les entreprises doivent proposer davantage de possibilités d'apprentissage par la pratique. Il faut offrir aux chômeurs un recyclage au lieu de les condamner à un chômage de longue durée et à une déqualification. » (CCE 1996, p. 2).

Tertio, *Cohésion : Vivre dans la société de l'information* vise la contribution potentielle des TIC dans la réduction des disparités sociales et géographiques existant au sein de l'Union. Les défis clés sont les suivants :

- « un premier défi consiste à assurer que la libéralisation des télécommunications se poursuive pleinement et rapidement dans toute l'Union et que le nouveau cadre réglementaire soutienne les objectifs de cohésion ;
- un deuxième défi consiste à intégrer plus étroitement les politiques des fonds structurels et de la société de l'information, de manière à stimuler l'accès et l'utilisation des TIC modernes. Le processus de renforcement de la participation locale grâce aux pactes locaux et régionaux pour l'emploi pourrait être un vecteur important en vue d'une nouvelle politique de cohésion, à plus forte intensité de main-d'œuvre et axée davantage sur les ressources humaines ;
- un troisième défi consiste à faire en sorte que la société de l'information devienne un outil qui permette de créer une société d'intégration. La société de l'information devrait être centrée sur les personnes, elle devrait être utilisée pour elles et par elles pour révéler le pouvoir de l'information et non pour créer des inégalités entre les nantis de l'information et les démunis de l'information. » (CCE, 1996, pp. 2-3).

Ce troisième défi intègre toute la notion de l'augmentation de l'accès à l'information émanant du secteur public. Celle-ci a en effet gagné en importance depuis ce Livre vert par le biais du programme INFO2000 de la Commission européenne et plus récemment d'un autre Livre vert fondamental : *L'information émanant du secteur public : une ressource clé pour l'Europe* (CCE, 1999). S'ajoute dès lors un quatrième domaine d'attention : l'accès à l'information émanant du secteur public. Les principales

questions abordées par le Livre vert de 1999 sont la définition du secteur public et de l'information émanant de ce secteur, les relations entre le secteur privé et public et d'autres sujet délicats tels que le *copyright*, la confidentialité, la fiabilité et les conditions d'accès y compris la tarification. Deux questions fondamentales sous-tendent ces questions :

1. Comment repositionner le secteur public et le gouvernement local en particulier en tant que collecteur principal de l'information et fournisseur de services aux citoyens de sorte que la diffusion de l'information devienne une des ses fonctions de base. Il s'agit là d'une priorité, car d'une part, les organisations du secteur public deviennent de plus en plus des « promoteurs » des services fournis par le secteur privé et d'autre part, la légitimité des institutions démocratiques est particulièrement remise en question par la jeune génération, comme l'indique la participation de plus en plus faible aux élections.

2. Comment, à l'ère numérique, configurer la chaîne de valeur ajoutée dans la diffusion de l'information, y compris la définition du « service universel » et le rôle respectif du secteur privé et public. De cette configuration dépendent de nombreuses questions soulevées par le Livre vert, qui sont résumées ci-dessus.

Certes, l'objectif du présent rapport n'est pas d'examiner en profondeur ces questions et leurs implications. Cependant, il vaut la peine de souligner que l'accès à l'information émanant du secteur public n'est pas seulement cruciale en tant que stimulation pour le développement d'une industrie européenne de l'information et par conséquent, pour les millions de nouveaux emplois espérés par les politiques relatives à la société de l'information (voir CCE, 1993). C'est aussi un banc d'essai essentiel pour une participation accrue des citoyens et pour une démocratie informée et à ce titre, il est fondamental pour l'amélioration de la qualité de la vie, en particulier dans les zones urbaines en détresse, qui sont touchées par d'importants processus d'exclusion sociale. En outre, le développement d'une société de l'information d'intégration basée sur des flux d'informations de qualité entre les organes du secteur public, les collectivités, les citoyens et les entreprises ne peut avoir lieu que si des stratégies et des infrastructures appropriées en matière de TIC sont élaborées au niveau local. Ces infrastructures locales sont la condition préalable à la mise sur pied d'un véritable « Joined-Up Government » (c'est-à-dire un gouvernement conjoint), le modèle défendu en Grande-Bretagne (mais des initiatives similaires existent également ailleurs). Ce type de gouvernement a permis d'adopter de nombreuses politiques capitales destinées à améliorer le partenariat entre les organes et ainsi d'une part, d'utiliser leurs ressources à meilleur escient et d'autre part, de fournir de meilleurs services. Ces infrastructures doivent également pouvoir fournir aux citoyens comme aux entreprises l'information locale véritablement importante pour eux, afin qu'ils puissent devenir des partenaires à part entière dans la société de l'information.

### 1.2.3. Nouvelles perspectives en matière d'analyse de la qualité de la vie

Les indicateurs de la qualité de la vie sont en réalité une méthode de mesure paradoxale, car les groupes et utilisateurs de la ville y réagissent de manière différente. Par exemple, l'innovation a ses partisans et ses détracteurs comme l'a révélé l'opposition des habitants de Paddington au train rapide de Heathrow : celui-ci améliore l'accessibilité pour les visiteurs, mais risque de congestionner le quartier. Le nombre de conférences dans une ville peut certes accroître sa compétitivité, mais perturbe une partie

de la population. De même, les manifestations internationales sont également très controversées pour les mêmes raisons. Le nombre de médecins ne compte pas s'ils sont inaccessibles à certains groupes sociaux ou si la protection sociale est faible ; de même les taxis peuvent être nombreux si les transports publics sont insuffisants.

La nouvelle recherche en matière de qualité de la vie devrait dès lors principalement viser à intégrer ces composants et à analyser les contradictions entre la modernité et l'exclusion sociale. En d'autres termes, comment les nouvelles technologies, la plus grande mobilité géographique de la population, la compétitivité de l'environnement économique peuvent-elles améliorer ou réduire la qualité de la vie en fonction de la structure socioéconomique de la population ?

Les villes sont toujours les lieux privilégiés des progrès technologiques, de concentration des différentes populations, là où les inégalités se marquent de la manière la plus évidente et la plus problématique. Étudier la qualité de la vie dans les villes d'aujourd'hui implique d'abord de définir plusieurs voies d'accès aux ressources et services disponibles ainsi que leur partage, ensuite d'identifier les stratégies et pratiques de la population dans la résolution de la complexité urbaine et enfin de vérifier l'existence d'une arène démocratique pour la négociation des besoins, valeurs et cultures des citoyens. Il faut dès lors concevoir et élaborer de nouveaux indicateurs sociaux valables afin d'une part, de dégager les contradictions existant entre le développement économique, environnemental, culturel et social et d'autre part, d'établir des comparaisons entre les villes. Actuellement, il est très difficile d'atteindre ce dernier objectif en raison du manque de statistiques élémentaires et d'indicateurs comparables collectés dans différents pays.

Dans ce contexte, l'on peut envisager six nouvelles dimensions analytiques (présentées au tableau 2) afin d'étudier la qualité de la vie dans la société contemporaine :

Tabl. 2 – Dimensions fondamentales pour la qualité de la vie

Dimensions
- développement socioéconomique général de la collectivité urbaine
- services disponibles dans la ville
- disparités sociales internes entre les habitants
- attrait de la ville (compétitivité mais aussi conflits éventuels entre les populations urbaines)
- potentiel technologique et d'innovation
- environnement physique

Cette étude porte sur les cinq premières dimensions<sup>1</sup>. Comme le montre l'illustration 1, les deux premières dimensions font partie des ressources et des services (intrants) tandis que les trois dernières ont trait aux procédures et contraintes en matière

<sup>1</sup> La protection de l'environnement en vue d'assurer la durabilité locale et mondiale est l'un des principaux objectifs des politiques urbaines visant à améliorer la qualité de la vie dans les villes contemporaines. L'importance de l'environnement pour la qualité de la vie fait l'objet de nombreuses recherches. Nous n'explorerons pas cette abondante littérature dans le présent rapport, mais nous nous consacrerons à d'autres thèmes sociaux et économiques essentiels. Toutefois, le groupe est parfaitement conscient de l'influence de l'environnement sur les conditions de vie.

d'accessibilité (procès). En d'autres termes, pour traduire un ensemble fini de ressources et de services dans une meilleure qualité de vie, l'on pose les principes suivants :

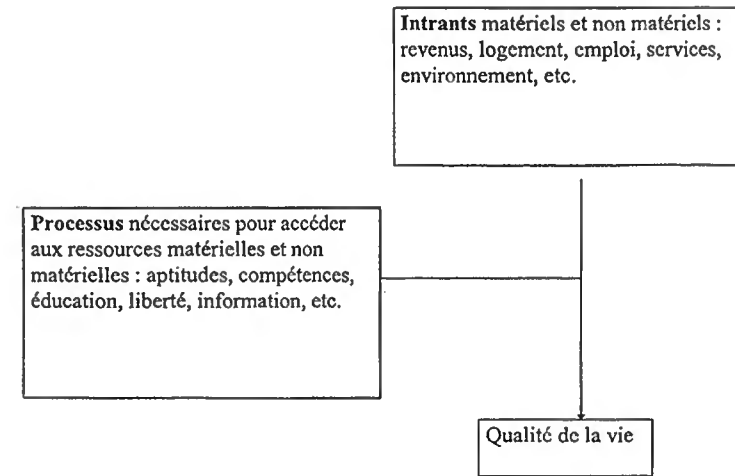
- des personnes provenant de classes socio-économiques différentes doivent avoir un accès équitable aux opportunités socio-économiques ;
- les différents groupes de la population doivent bénéficier de compétences appropriées et générales leur permettant d'avoir accès aux services ;
- le potentiel de conflit entre les populations urbaines et extramétropolitaines (habitants, navetteurs, utilisateurs, hommes d'affaires, etc.) doit être minime ;
- la sélection des accès aux ressources doit se faire librement ;
- l'information doit être transmise de manière démocratique et générale de même que les technologies et les compétences nécessaires pour y accéder et l'exploiter.

Cette méthode suit en cela les politiques européennes destinées à favoriser un développement urbain durable (CCE, 1997c), en ciblant spécifiquement les éléments suivants :

- renforcement de la prospérité économique et de l'emploi dans les villes ,
- promotion de l'égalité, de l'intégration sociale et de la régénération des zones urbaines,
- protection et amélioration de l'environnement urbain,
- contribution à la gestion urbaine et octroi de droits locaux.

Ces politiques visent en particulier les questions des chemins de l'accessibilité entravés ou dégagés par des filtres socioéconomiques, géographiques, culturels et éducatifs. Elles reconnaissent également que la qualité de la vie en ville résulte d'une bonne communication et de systèmes d'information conçus pour favoriser la participation citoyenne et limiter les disparités sociales, sans pour autant porter atteinte à l'identité des utilisateurs.

Fig.1 - Intrants et processus déterminant la qualité de la vie.



## 2. Aspects méthodologiques

### 2.1. Historique

#### 2.1.1 Introduction

La technologie des communications mobiles personnelles est une révolution semblable à celle qu'ont connu les transports lorsque l'automobile privée est venue compléter le rail. À cette époque, la diffusion des voitures a contribué au changement radical de la morphologie des villes du XX<sup>e</sup> siècle, faisant disparaître les lieux centraux avec des cités périphériques pour donner naissance aux premières métropoles composées d'un cœur et de périphéries. Contrairement aux prédictions de Toffler (1980), la diffusion des technologies de l'information n'a pas arrêté la croissance urbaine, pas plus qu'elle n'a remplacé les mouvements physiques. À l'inverse, la combinaison des technologies de communication immatérielles et physiques a élargi davantage les limites de la ville. En outre, la disponibilité croissante de ces technologies pour un usage domestique non seulement accroît la demande pour un espace d'habitation plus grand mais en outre multiplie les possibilités de choix pour le consommateur. Ces phénomènes contribuent à leur tour à repousser les frontières des villes périphériques et à augmenter les flux de communication. Après le clic qui vous commande un livre sur Amazon.com, il y a une camionnette brune d'UPS qui vient vous livrer à domicile. Ces nouvelles opportunités ont engendré d'abord une deuxième génération de métropoles établies regroupant une population d'utilisateurs urbains et ensuite un nomadisme urbain à longue distance composé d'hommes d'affaires urbains accompagnant l'émergence d'une métropole de la troisième génération, c'est-à-dire la ville mondiale.

Comme à chaque période de profonde mutation structurelle, l'ancien et le nouveau se mélangent, dans la réalité comme dans les esprits ; et il est difficile de séparer l'un de l'autre. Ainsi, on parle de *désurbanisation* tout en vivant dans des villes congestionnées par le trafic automobile, on entend parler de *villes câblées* tout en voyant prospérer les entreprises de livraison rapide qui font travailler les jeunes des centres villes sur des vélos, on voit de grandes parcelles de terrain urbain abandonnées par l'industrie tout en constatant une augmentation des loyers, etc. Giddens (1990) écrit que la ville connaît une continuité trompeuse avec son passé et de fait, on constate au moins trois formations urbaines entremêlées dans la réalité territoriale, en particulier dans les régions possédant une histoire urbaine millénaire comme en Europe. La ville traditionnelle (avec toutes ses variations historiques) se définit comme une entité au sein de laquelle la *commune*, ou sa morphologie institutionnelle et physique, correspond à la *collectivité*, une entité sociologique définie par les interactions entre les individus, les groupes, les classes et les organisations. La *métropole du milieu du XX<sup>e</sup> siècle* incarnait l'idée d'une *zone métropolitaine*. Cette entité se laisse moins facilement caractériser que la ville traditionnelle, mais elle peut encore s'interpréter par un système fonctionnel de grande taille, mais limité dans l'espace (en dépit de l'imprécision de ses frontières) ainsi qu'une morphologie centre (cœur) - périphérie (pourtours). Dans sa version éclatée, cela donne la *Mégalopolis* de Jean Gottman. Enfin, il existe une nouvelle entité encore difficile à saisir, baptisée *citée mondiale*, *ville mondiale*, *exopolis* (Soja, 1992). Il s'agit d'un réseau ouvert sans lieux centraux ou plutôt avec une diversité de « nœuds », sans ordre hiérarchique nécessairement clair. L'abondance de définitions et de termes, plutôt que leur rareté sont un signe de la profonde transformation en cours dans les zones urbaines du monde entier. Dans les périodes de changements rapides, l'ordre conceptuel est le premier à être bouleversé : les anciens termes perdent leur signification tandis que les nouveaux, plus évocateurs qu'analytiques, ajoutent à la complexité terminologique

plutôt qu'ils ne l'élaient. Cette dernière entité est d'ailleurs plus difficile à définir au niveau du territoire, ses limites pouvant dépendre de nombreux ordres de grandeur en fonction du « réseau » auquel on veut se référer. Quelle que soit la définition adoptée pour cette nouvelle forme de ville, de nombreux problèmes sociaux des sociétés métropolitaines actuelles résultent de la coexistence et de la superposition de ces trois « couches urbaines ». La *métropole de la première génération* n'a pas totalement remplacé la ville traditionnelle et la *ville réseau* ou la *métropole de la deuxième génération* contient toujours des villes et des zones métropolitaines.

De plus, les périodes de changement rapide affectent profondément l'appareil de la connaissance. Les instruments d'observation sur lesquels repose pratiquement toute notre connaissance des phénomènes urbains sont devenus complètement obsolètes car ils se basent presque exclusivement sur la population nocturne, c'est-à-dire sur une ville endormie. Très peu de données ont été récoltées de façon systématique sur la ville du travail et l'on ignore plus ou moins tout de la ville active et de la mobilité effective de ses habitants. Le système officiel de statistiques est fondamentalement immobilisé par un système administratif et ses procédures de collecte de données qui n'ont pas évolué en même temps que la morphologie de la cité.

#### 2.1.2. Définition de la ville

Cette recherche porte sur la qualité de la vie en ville. Mais qu'entend-on par ville ? Quelle en est la définition d'un point de vue statistique ? Selon Eurostat (1992a), il existe quatre définitions de la ville :

- localités urbaines définies par les limites administratives de la ville ou son statut légal ;
- agglomérations ou unités urbaines qui recouvrent des centres urbains entièrement construits faisant partie d'une ou plusieurs unités administratives ;
- régions urbaines, comprenant une ville-noyau et sa sphère d'influence ou zone d'attraction d'emploi, souvent définie en termes de navetteurs ;
- régions urbaines polynucléaires ou conurbations, entièrement construites et comptant plusieurs centres d'activités humaines. Elles résultent généralement de la fusion de plusieurs agglomérations ou régions urbaines, initialement distinctes, suite à leur extension géographique (Eurostat 1992a :11).

L'application de l'un ou l'autre concept dépend principalement des questions traitées. D'un point de vue théorique, la ville actuelle présente une relation tellement puissante et complexe avec les zones environnantes que la qualité de la vie ne peut pas s'analyser uniquement par les caractéristiques des structures et de la population vivant en son cœur<sup>2</sup>.

Ce sont cependant souvent des considérations plus pratiques qui jouent un rôle décisif. Ainsi, si l'on se sert uniquement de données globales, la collecte des données doit être strictement limitée aux statistiques officielles relatives aux unités administratives (ou à la somme des unités administratives) envisagées.

<sup>2</sup> Par exemple, un indicateur social comme le nombre de lits d'hôpitaux par 100.000 habitants doit prendre en considération les habitants de la ville ainsi que le nombre total d'utilisateurs potentiels dans la ville et ses environs, voire même dans la zone métropolitaine.



La définition de la ville probablement la plus répandue est celle de l'*unité administrative*, l'échelon local le plus bas dans chaque pays (Quick, 1994). Cette restriction a toutefois l'inconvénient que la population située en dehors des frontières administratives suite à l'évolution des banlieues n'est pas prise en considération dans ces données. Ce choix découle principalement des difficultés à définir une zone urbaine normalisée<sup>3</sup> ainsi qu'à collecter des informations sur la qualité de la vie dans les petites unités administratives comprises dans ces zones urbaines.

En Europe occidentale, l'on compte plus de 500 villes (à part entière) de plus de 100.000 habitants (Tabl. 3). Si l'on exclut le Royaume-Uni, qui comprend un très grand nombre de villes (222) en raison d'une délimitation administrative urbaine spécifique (*district area council*), l'on obtient 297 villes. Parmi elles, 167 (56,2 %) se situent dans les pays de l'OCDE : les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne, la Suisse et l'Italie.

**Tabl. 3 – Nombre de villes ouest-européennes (à part entière) de plus de 100.000 habitants par pays en 1991 ou année proche.**

Villes européennes > 100.00 habitants	nbre	%
Autriche	5	1.0
Belgique	7	1.3
Danemark	1	0.2
Finlande	6	1.2
France	37	7.1
Allemagne	83	16.0
Grèce	8	1.5
Irlande	2	0.4
Italie	52	10.0
Pays-Bas	20	3.9
Norvège	3	0.6
Portugal	3	0.6
Espagne	54	10.4
Suède	11	2.1
Suisse	5	1.0
Royaume Uni*	222	42.8
Total	519	100.0

Remarque : Le grand nombre de ville britannique est lié à la définition statistique adoptée par ce pays et utilisée pour définir des entités correspondant habituellement à des *districts*.

Source : établi à partir de l'Annuaire démographique 1994 des Nations Unies et d'autres sources nationales.

À l'avenir, le concept et la définition de la ville seront toujours des questions importantes dans le cadre d'une recherche comparative. Et plus particulièrement, :

- la définition de la ville devrait être élaborée et approuvée en collaboration avec différentes parties, et plus spécifiquement avec les pays et les villes. Lorsqu'on

<sup>3</sup> Le concept d'urbanisation peut se définir de différentes manières et possède plusieurs niveaux. Pour une définition de la zone à haute densité de population, de la zone intermédiaire et de la zone à faible densité de population, voir Eurostat (1992b :52).

cherche à établir des indicateurs urbains comparables, il faut deux unités géographiques : la cité administrative et la région urbaine fonctionnelle de la ville. En outre, ces indicateurs doivent s'accompagner de certaines informations contextuelles de la ville, y compris quelques mots au sujet de son évolution ainsi qu'une description de son environnement concret.

- Tout comme les gouvernements locaux, les villes ont en charge la plus grande responsabilité en matière de gestion du changement urbain. Souvent, elles sont des fournisseurs de services et à ce titre, elles développent et entretiennent les infrastructures. L'administration détient le pouvoir de gérer la ville. Il va donc de soi que l'on doit pouvoir disposer d'informations à son sujet. Cependant, la ville a aussi un impact considérable sur la région environnante en terme de migrations quotidiennes, de concentration des emplois, de systèmes de trafic, etc. C'est pourquoi il est nécessaire de délimiter des régions urbaines fonctionnelles comme celles définies pour l'Europe par Hall et Hay (1980) et utilisées par Cheshire dans nombre d'études (voir par exemple Cheshire et Carbonaro, 1996 ainsi que Cheshire et Hay 1989). Ces régions sont établies sur la base de zones de « trajets vers le lieu de travail » et associent les lieux de travail aux lieux de résidence correspondants : de la sorte, elles sont plus cohérentes d'un point de vue économique. Cette approche permet d'élaborer un cadre plus consistant composé d'unités zonales. Cependant, l'Union européenne ne publiant pas de statistiques officielles pour de telles zones, il faudra davantage de travail pour obtenir des données cohérentes et compatibles avant de pouvoir les utiliser dans toute l'Europe.

- Il convient également de noter que la comparaison des villes sur la base de leurs caractéristiques, plutôt que de leur taille ou densité de population, est plus cohérente dans la mesure où elle permet de mieux comprendre leur évolution.

- Le manque de cadres conceptuels éprouvés pour diverses statistiques urbaines pose toujours problème. Des efforts ont été consentis pour établir des définitions et des classifications cohérentes communes en matière de statistiques urbaines et ainsi de permettre une meilleure comparaison des données internationales. Il faudrait, en outre, encourager la collaboration entre les villes, les réseaux de villes, les instituts de recherches urbaines, les bureaux des statistiques nationaux, EUROSTAT et d'autres organismes internationaux de ce secteur, et surtout l'Institut International des Statistiques, ses sections et comités et en particulier le S.C.O.R.U.S. (Standing Committee on Regional and Urban Statistics), ainsi que d'autres départements des Nations Unies.

### 2.1.3. Données sur les villes

Il est très difficile de trouver et de comparer des données relatives aux villes dans plusieurs pays européens<sup>4</sup>. Seules quelques rares expériences ont été menées dans ce secteur. Parmi elle, la base de données DATAR-Reclus regroupant des statistiques pour 165 agglomérations urbaines européennes (de plus de 200.000 habitants) destinée à établir de manière empirique le modèle *Blue Banana*. Des données assez similaires ont été collectées pour le projet de recherche *Villes et développement économique*, réalisé par la Fondazione Agnelli (1989), pour la recherche *Le Système des Villes européennes* de Cattan *et al.* (1994), laquelle a principalement fait appel à la base de données *Geopolis*, ainsi que pour la recherche *Urban Problems and Regional Policy in the*

<sup>4</sup> Sur les problèmes liés au manque de bases de données pour les villes européennes, voir également Lichtenberger (1995 :185).

*European Community* menée par Cheshire *et al.* (1988)<sup>5</sup>. Cependant, toutes ces recherches visent principalement à analyser la structure économique, la répartition des fonctions, le niveau d'innovation technologique des villes plutôt que la qualité de la vie, même si elles prennent en compte les aspects démographiques et socioéconomiques.

Le bureau des statistiques de cinq pays européens (Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas et Suisse) a effectué une collecte de données réduite pour l'étude de la Commission des Communautés européennes sur la qualité de la vie dans les villes de plus de 100.000 habitants de la *Old European Cities Belt* (Nuvolati, 1996).

Actuellement, deux autres programmes de recherche internationaux sont en cours sur les conditions de vie et les infrastructures : le *Large Cities Statistics Project* (LCSP) du N.U.R.E.C. et le *Programme d'indicateurs* du CNUEH (Habitat). Le premier se base sur un questionnaire adressé à 3.600 villes de plus de 100.000 habitants dans le monde entier<sup>6</sup>. En raison du peu de questionnaires complétés et renvoyés, la base de données est loin d'être complète. En outre, seuls quelques indicateurs LCSP ont trait à la qualité de la vie. De même, le *Programme d'indicateurs* du Centre des Nations unies pour les établissements humains (Habitat) a défini une longue liste d'indicateurs sociaux à collecter au niveau national, régional et urbain dans les pays du monde (y compris l'Europe). En 1997, le *Programme d'indicateurs* a enregistré des résultats pour 113 nations et 181 villes en Asie, en Amérique latine, en Europe orientale, dans le Pacifique et dans de nombreuses autres régions.

Actuellement, c'est la DG XVI de l'Union européenne qui mène la recherche empirique comparative la plus importante dans le domaine de la qualité de la vie au niveau des villes européennes. L'objectif de cette étude, baptisée Audit urbain, est d'établir une série d'indicateurs susceptibles d'être appliqués à 58 villes et conglomérations européennes de mêmes qu'à des quartiers ou districts spécifiques au sein de ces villes. À cet égard, Poulain (1997) a conduit une étude préliminaire sur la disponibilité et la nécessité d'indicateurs urbains. La publication de l'OCDE « Mieux comprendre nos villes. Le Rôle des indicateurs urbains » est une autre contribution méthodologique de taille. Le rapport analyse l'état de l'élaboration et de l'utilisation des indicateurs urbains et souligne la nécessité de développer certains types d'indicateurs, en particuliers les indicateurs transectionnels.

Afin d'éviter le chevauchement avec des projets plus grands, le rapport du Comité des régions ne vise pas à définir une nouvelle liste d'indicateurs sociaux généraux, ni de collecter des données empiriques. Son intention est d'identifier les aspects émergents de la qualité de la vie dans la société moderne de même que d'analyser certains problèmes méthodologiques inhérents à l'élaboration d'indicateurs. Il n'en contient pas moins des données empiriques, principalement afin de décrire les tendances et d'évaluer la qualité des indicateurs.

<sup>5</sup> Pour une analyse plus complète des bases de données historiques et des études comparatives des villes européennes, voir en particulier, Eurostat (1992a, chapitre VIII et IX), N.U.R.E.C. (1995) et Eurostat (1995).

<sup>6</sup> Pour l'approche méthodologique et les premiers résultats de cette recherche, voir le dernier rapport intérimaire N.U.R.E.C., LCSP - *Interim Report*, Duisburg, janvier 1995. Ce type de recherche s'inscrit dans la continuation d'une série de recherches de l'I.S.I (Institut international des statistiques) intitulées *International Statistics of Large Towns*. Le comité sur la crise démographique (*Population Crisis Committee* (1990)) sur la qualité de la vie dans les 10 plus grandes métropoles du monde est une autre étude assez similaire à la LCSP et également basée sur des questionnaires.

## 2.2. Vers l'individualisation des indicateurs

Il existe encore un grand décalage entre les débats théoriques, recensés ci-dessus, sur la qualité de la vie et le recours actuel à des indicateurs qui sont incapables de saisir sa complexité. De nombreuses tentatives variées ont été effectuées pour mesurer la qualité de la vie. Fondamentalement, l'on peut distinguer à cet égard au moins deux démarches : celle qui consiste à enquêter auprès de la population sur les aspects plus subjectifs de la qualité de la vie et celle qui consiste à élaborer des indicateurs à partir de statistiques secondaires en vue de définir des mesures objectives. Si les deux méthodes présentent des aspects positifs et négatifs, il n'en reste pas moins que l'étude demandée par le Comité des régions nécessite des indicateurs qui soient : 1) cohérents avec le débat théorique actuel, 2) faciles à appliquer, donc fondés sur des données pouvant être obtenues sans peine, et 3) plus élaborés que les actuelles mesures peu précises que sont le PIB et le chômage.

D'un point de vue méthodologique, de grands problèmes se posent non seulement à propos de la définition et de la conceptualisation de la qualité de la vie, mais aussi à propos de la dimension « urbaine » de l'étude. En particulier, il existe trois ensembles de problèmes : Premièrement, il y a la délimitation de la ville en tant qu'unité spatiale, sociale, économique et politique. La délimitation spatiale joue toujours un rôle central, mais bon nombre des méthodes disponibles ne se prêtent pas à une observation permanente des villes, même si elles reposent sur des unités administratives, comme c'est le cas pour l'ouvrage dénommé « Atlas of Agglomerations in the European Union » (N.U.R.E.C. 1994), c'est-à-dire : atlas des agglomérations de l'Union européenne.

Le deuxième aspect concerne la diversité interne à la ville qui, souvent, n'est pas prise en considération, bien que tout le monde sache qu'il existe de grandes différences à l'intérieur de chaque ville. Ces différences peuvent influencer sur la qualité de la vie dans une ville de façon tellement persistante que ces différences devraient, en tout état de cause, être prises en compte lorsqu'il s'agit de développer un système d'indicateurs. C'est pourquoi, lorsqu'on doit envisager des indicateurs, il est nécessaire d'intégrer dans l'analyse non seulement des moyennes arithmétiques, mais aussi des mesures de dispersion.

Le troisième aspect fait référence au fait que même si l'on considère la ville comme une unité, on ne peut pas la considérer en dehors du contexte géographique. En d'autres termes, la qualité de la vie n'est pas déterminée seulement par la ville, mais aussi, dans une mesure substantielle, par l'environnement. Celui-ci doit être évalué en tant que facteur pluridimensionnel, qui comprend les contextes politique, culturel et économique dans lesquels fonctionne la ville. À titre d'exemple, il est clair que les services et les installations qui existent dans une ville ne servent pas seulement à sa population locale, mais aussi aux personnes se trouvant dans la zone d'attraction de cette ville. De même, la situation géographique d'une ville exerce des effets majeurs sur la connectivité, et exerce des effets par l'intermédiaire du trafic, effets qui, à leur tour, modifient l'environnement physique.

Compte tenu de ces considérations, le chapitre suivant illustre certains des problèmes supplémentaires qui sont à prendre en considération pour l'élaboration d'indicateurs solides et ne nécessitant pas d'importantes quantités de données en termes à la fois de disponibilité des données et de comparabilité des résultats.

### 2.2.1. Évolution socioéconomique générale

Toute étude sur la qualité de la vie contient des indicateurs relatifs à la situation socioéconomique de la population. Toutefois, ils prêtent à des évaluations divergentes. Ainsi, un atlas publié en Allemagne (Korzak 1995) rapportant et analysant la qualité de la vie au niveau régional n'accorde que peu d'importance à la dimension socioéconomique : seuls quelque 20 % des indicateurs traitent de ce domaine. Par contre, la plupart des cas d'études ou le projet d'audit urbain de l'Union européenne prennent bien davantage en considération les aspects socioéconomiques.

Les indicateurs socioéconomiques sont incontestablement l'élément central de chaque étude. Ils ont une influence essentielle sur la portée de l'action de l'individu. En principe, une base économique stable n'entraîne pas une augmentation de la qualité de la vie. Par contre, une base financière saine offre un plus grand potentiel d'action. La situation socioéconomique doit dès lors se comprendre plutôt comme un facteur limitatif. Même si la ville propose de nombreuses attractions, théâtres, restaurants, etc., il convient de se demander dans quelle mesure la population peut profiter de celles-ci. La réponse à cette question ne suffit pas pour établir une moyenne arithmétique ; il faut donc recourir à certains instruments pour mesurer la répartition des indicateurs socioéconomiques au sein de la population. Ce n'est qu'alors que l'on peut déterminer le niveau du potentiel de demande en matière de services avancés.

Il existe une longue liste d'indicateurs pour décrire la situation socioéconomique de la population. La sélection de ces indicateurs dépend principalement de l'objectif de l'étude en question et des ressources disponibles. De manière générale, les indicateurs clés sont l'emploi lucratif, le chômage et le revenu. Il est difficile d'obtenir des informations fiables au sujet de ce dernier élément, de sorte que la propriété foncière est souvent utilisée comme indicateur médiateur.

L'emploi lucratif fournit des informations importantes au sujet de la vie et du développement économiques. Cet indicateur dépasse l'aspect purement économique, car un emploi lucratif garantit le confort de vie et joue un rôle considérable dans le développement personnel d'un individu. Outre cette influence directe sur la qualité de la vie des individus, il existe également des effets indirects. Une économie puissante est synonyme d'importantes rentrées fiscales pour la région. Ainsi, en Allemagne, l'impôt sur le revenu est la taxe la plus profitable tant pour le gouvernement fédéral que pour les Länder. La législation prévoit la redistribution de ces recettes aux communautés qui les investissent dans les infrastructures locales, améliorant ainsi la qualité de la vie de la population.

**Taux de chômage.** Cet indicateur résume les problèmes économiques rencontrés par une région et implique en même temps un potentiel de conflit important au sein de la population. Il ne s'agit pas de chiffres abstraits, car cet indicateur a un impact considérable sur les personnes concernées et leur famille. Les conflits économiques et sociaux qui en découlent ne peuvent être évités. Il convient d'y ajouter également la pression émotionnelle, en particulier lorsqu'il s'agit de chômage de longue durée. En conséquence, le chômage devient à la fois un lourd problème personnel et un défi social. En effet, les personnes touchées par d'importantes pertes financières sont confrontées à une baisse des contacts sociaux, à des conflits familiaux voire, parfois à une détérioration de leur santé. Pour le gouvernement, le chômage constitue un important

facteur de coût. C'est pourquoi la diminution du taux de chômage et le plein emploi sont des priorités essentielles dans chaque programme politique.

Le taux de chômage est incontestablement l'un des principaux indicateurs indispensables dans un système d'étude de la qualité de la vie en ville. Il faut toutefois signaler que les comparaisons internationales de ces indicateurs posent des problèmes de taille. En effet, la définition du chômage varie d'un pays européen à l'autre et même au sein d'un même État : elle peut être adaptée, souvent en fonction des besoins politiques. Par conséquent, l'analyse longitudinale du taux de chômage est difficile à la fois au niveau national et international. Cela étant dit, cet indicateur présente des avantages considérables, comme par exemple sa disponibilité à intervalles courts et réguliers. Les enquêtes nationales des bureaux des statistiques, les recensements à très petite échelle et les publications des organes spécialisés compétents fournissent les statistiques nécessaires.

**Revenus.** Le champ des indicateurs socioéconomiques recouvre également les conditions financières individuelles, largement influencées par le niveau de revenus. Cependant, il est notoire que ces données sont difficiles à collecter. En Europe occidentale où la propriété privée est une valeur première, on utilise donc une variable médiateur commode pour évaluer la richesse d'un foyer : la propriété foncière.

**Propriété foncière.** Dans la plupart des États européens, cet indicateur est chiffré dans le cadre du recensement et par conséquent disponible à l'échelon régional des villes à plusieurs années d'intervalle. En Allemagne, on peut également obtenir les résultats d'études d'échantillonnage. Comme nous le verrons par la suite, la comparaison de cette variable entre les pays doit également tenir compte de la divergence des valeurs sociales et culturelles, ce qui la rend d'autant plus complexe.

### 2.2.2. Disponibilité des services

Le terme « ville » est automatiquement associé à des thèmes spécifiques : grande variété, diversité des biens de consommation et des services, infrastructures éducatives spéciales, large choix en matière de divertissements et d'événements culturels. La ville est le lieu privilégié des centres de services sophistiqués tels que les services légaux et financiers. La ville est fournisseur dans ces domaines, c'est même l'une de ses principales fonctions. L'étude sur la qualité de la vie en Allemagne (Korzak, 1995) englobait des villes et établissait un index régional caractérisant les services offerts par chaque région. Parmi les 543 unités régionales, les trente premières places sont exclusivement occupées par des grandes villes. Le large éventail de services disponibles dans la ville est l'un des critères permettant de différencier les cités des zones rurales. Ce qui crée simultanément une certaine dépendance dans la mesure où de nombreux services ne sont disponibles que dans les centres.

Il convient également de souligner que la gamme de services proposés en ville n'est pas homogène. En effet, les villes se distinguent nettement au niveau de leur taille, de leur structure et de leur spécialisation. Par exemple, les villes universitaires ou les centres culturels et administratifs bénéficient généralement d'une concentration de services bien plus élevée.

De nombreux indicateurs servent à décrire les services offerts par une ville. Les principaux domaines en la matière sont le commerce, l'éducation, la culture, le divertissement, l'hôtellerie, la restauration ainsi que les soins de santé.

**Commerce.** Ce domaine brasse une grande variété de services. Outre les biens de consommation quotidiens, les villes proposent également des produits à moyen et long terme. L'on peut ainsi dégager deux tendances de développement pouvant entraîner de sérieux problèmes pour la ville : l'uniformisation croissante des quartiers centraux provoquée à la fois par les chaînes commerciales mondiales et par la délocalisation systématique des affaires dans la périphérie. Dans cette perspective, il serait particulièrement intéressant d'observer la diversité des tendances futures à l'aide d'indicateurs appropriés. Actuellement, les indicateurs existants sont plutôt inadaptés aux études en cours, les problèmes étant principalement liés à la collecte de données.

**Éducation.** L'un des principes de la politique allemande est de garantir un accès général à l'éducation. Tous les processus internes au secteur de l'éducation ne peuvent être mesurés parce qu'en principe, ils ont lieu partout, dans la vie quotidienne, au sein de la famille. Les statistiques se limitent dès lors à des aspects quantitatifs tels que le nombre d'élèves et d'étudiants, le taux de réussite aux examens, etc. L'on peut cependant supposer que les villes offrent de nombreuses opportunités au niveau de la fréquentation d'écoles proposant une formation générale. C'est pourquoi ces données n'ont qu'une importance secondaire pour l'analyse au niveau de la ville. En comparaison, les indicateurs représentant les écoles secondaires et les possibilités de formation ultérieure, telles que les écoles supérieures et les universités, sont beaucoup plus significatifs.

Outre l'éducation publique, la plupart des grandes villes disposent également d'établissements privés. Ceux-ci regroupent les écoles privées générales, en particulier celles qui ont une orientation pédagogique spécifique, les cours privés, les écoles de langues et d'informatique, etc. Ces infrastructures supplémentaires avantagent en termes de qualité les grandes villes par rapport aux zones rurales. Ces indicateurs ne sont pas seulement associés à la qualité de la vie ; ils sont révélateurs des tendances futures d'une région. En effet, la formation continue de personnes possédant un emploi rémunérateur est une condition importante de la réussite économique.

Le nombre de bibliothèques est également un indicateur utile. Des médias comme le livre, le cinéma, etc. sont les supports nécessaires à la diffusion de la science, de l'art et de la littérature. Ils sont la seule manière de mettre l'éducation à la portée de toutes les classes de la population. Une insuffisance au niveau des bibliothèques révèle un faible niveau régional d'opportunités d'éducation. Il est cependant impossible de dire aujourd'hui dans quelle mesure les nouvelles technologies compenseront ces disparités régionales.

**Culture, divertissement, hôtellerie et restauration.** Ces secteurs occupent une fonction essentielle, la ville étant également le lieu des activités de détente. Au cours des dernières décennies, le temps destiné aux loisirs a acquis une valeur de plus en plus importante dans la vie de chacun. Dans ce domaine, l'on distingue plusieurs indicateurs qui tendent à refléter la vie culturelle, les divertissements et la restauration. Ils s'expriment sous de nombreuses formes : théâtres, cinémas, cabarets, restaurants, etc. Le théâtre constitue l'expression d'une civilisation avancée, les musées sont les établissements pédagogiques par excellence et lieux de conscience historique, les cinémas sont une forme d'art de l'ère moderne. Les indicateurs basés sur la fréquentation des cinémas devraient d'ailleurs être mis en évidence parce qu'ils constituent un élément important de la vie quotidienne. Outre que tout le monde peut se permettre d'aller au cinéma, il sert également de lieu de rencontre social.

**Soins de santé.** Les infrastructures de soins de santé et de conseil médical se trouvent principalement dans les villes où sont regroupés la majorité des hôpitaux et des médecins. Chaque hôpital propose ses propres méthodes de diagnostic et préfère ses procédures thérapeutiques. Cette situation entraîne une multitude de services médicaux exclusivement urbains et facilement accessibles aux habitants. C'est pour cela que les indicateurs relatifs aux soins de santé devraient être pris en considération. Certains problèmes apparaissent toutefois lorsqu'on compare les données de ce secteur sur une base internationale. En effet, certains éléments, tels que les différences culturelles dans le comportement face à la maladie, les systèmes d'assurance, la définition nationale des données récoltées de même que les méthodes de rassemblement de ces données rendent la comparaison très difficile sur le plan international.

**Application.** Pour chacun de ces domaines, l'on peut mesurer différentes variables afin de décrire les services disponibles dans une ville (voir Andranovich & Riposa 1993 ; Lineberry 1984 ; Mendenso 1986) :

- localisation du service dans la ville – accessibilité
- fréquence du service – nombres de services dans un laps de temps donné
- quantité de service – proportion de services par 100.000 habitants
- qualité du service – attrait, condition physique, personnel, satisfaction du client
- consommation de services – nombre de services enregistrés

Si l'on utilise les statistiques officielles pour définir les indicateurs, toutes les quantités découlant des détails quantitatifs sont d'application, par exemple, le nombre de cinémas par 100.000 habitants, etc. Quant aux indicateurs qualitatifs, ils sont certes souhaitables, mais ils posent problème à l'analyse. À cet égard, un élément central est la récolte des données et leur comparaison.

Lorsqu'on définit et analyse les indicateurs relatifs aux services, la question suivante survient inévitablement : quelle partie de la population en bénéficie ? En effet, les services vont bien plus loin que les frontières administratives de la ville, toute la région est ainsi approvisionnée. Pour rendre le problème encore plus complexe, la région ne dispose pas d'une quantité normalisée vu que chaque service possède sa propre zone d'influence. Ainsi, un opéra possède une plus grande zone d'influence qu'un cinéma. Ces régions ne peuvent donc se distinguer, et encore, que par des cas d'études exhaustifs.

De même, si l'analyse porte exclusivement sur la population urbaine, la fonction de fournisseur suprarégionale de la ville engendre une surestimation de la qualité des services, et par conséquent de la qualité de la ville, dont disposent les résidents. Plus l'attrait des services est grand et plus leur zone d'influence est importante, plus il y aura surestimation.

En outre, si les indicateurs sont liés à la population, l'on ne peut pas conclure que la qualité de la vie augmente proportionnellement avec la quantité des services. L'on peut supposer que pour chaque fonction d'approvisionnement, il existe une valeur optimale à atteindre. La recherche dans ce domaine souffre cependant d'un énorme déficit.

### 2.2.3. Disparités internes

Cette section aborde la notion « d'égalité » ou les disparités internes dans les villes. La composition socioéconomique urbaine de l'Europe de l'après-guerre se caractérise par un contraste d'une part, entre l'opulence et la pauvreté et d'autre part, parmi les différents groupes ethniques (de sexe et d'âge) dans l'espace. Lorsque ces disparités ne sont pas atténuées par la présence d'une classe moyenne, l'on parle de *polarisation*, parce que dans la plupart des villes européennes, cette dernière a tendance à créer un tampon entre les riches et les pauvres. L'innovation technologique risque de creuser les divisions sociales de manière différente en fonction des villes : dans les villes mondiales, on observe un phénomène de polarisation (Sassen 1991), dans les villes périphériques, on constate une homogénéisation avec un nivellement vers le bas de la qualité de la vie de la plupart des groupes sociaux (Leontidou 1996b) et dans les villes frontalières, les disparités sociales/ethniques entraînent parfois une intervention étrangère et déclenchent une guerre, comme l'illustre l'exemple récent des Balkans.

Il est intéressant d'observer un glissement au niveau des indicateurs des disparités internes examinés par les analystes urbains au cours du temps. Par le passé, l'accent reposait principalement sur la ségrégation spatiale en fonction de lignes de démarcation professionnelles, raciales, ethniques et éducatives. Dans l'après-guerre, l'écologie factorielle a formalisé ces éléments dans des modèles qualitatifs qui classaient la morphologie urbaine de différentes manières en fonction du facteur étudié (Carter 1995). Au cours de la période de géographie critique après les années soixante-dix, l'on accorda davantage d'importance à la structure de classe, à la dimension emploi/chômage ainsi qu'à la question des minorités ethniques.

Actuellement, l'analyse postmoderne se penche plus sur les sous-cultures composant la mosaïque urbaine, sexe, appartenance ethnique, migration et pauvreté, au détriment de la structure de classe urbaine. Les auteurs postmodernes abordent les cultures populaires et la qualité de la vie en les opposant aux cultures dominantes. La différence sociale est un élément recherché et respecté (Leontidou 1996a, Ellin 1996). Les groupes socialement exclus vivent généralement en dehors ou à l'opposé des normes de sociétés dominantes et définissent une qualité de la vie en ville qui leur est propre (Leontidou 1990 ; Leontidou *et al.* 1999).

Le postmodernisme analyse davantage comment les divisions sociales entre les classes sociales, les races, les groupes ethniques, les catégories d'âge et de sexe engendrent des besoins différents en matière de qualité de vie. Résidents et visiteurs se servent différemment de la ville, les touristes recherchent et se divertissent d'autres attractions et seraient dès lors sensibles à d'autres indicateurs. De même, les équipements et les infrastructures sont porteurs d'une importance et d'une signification différentes au niveau de la qualité de la vie en fonction des groupes et des catégories sociales. La mondialisation et la révolution dans le domaine des communications propulsent à l'avant-plan les indicateurs appropriés pour notre analyse comparative des villes européennes.

Il est difficile de rassembler des données de base en matière de disparités sociales internes aux villes parce que les groupes de revenus dans les cités européennes ne sont pas représentés dans les statistiques et qu'en outre, les catégories professionnelles diffèrent d'un pays à l'autre. Si ce dernier inconvénient peut toutefois être contourné avec l'aide d'experts, le premier semble plus problématique. De même, la

ségrégation urbaine et les disparités spatiales ne se mesurent pas aisément à l'aide d'un seul indicateur pour chaque ville. L'on peut certes essayer les coefficients Gini, mais il n'en reste pas moins que recueillir les données nécessaires est problématique.

Plusieurs pays disposent d'indicateurs appropriés pour l'enregistrement des schémas de consommation des ménages et pour les revenus déclarés au fisc, mais ceux-ci ne sont malheureusement souvent pas ventilés d'un point de vue spatial. En conclusion, l'on pourrait contacter les autorités compétentes afin de les convaincre de segmenter ces chiffres. Quant aux données existantes, leur utilisation dépend beaucoup de la connaissance des conditions locales : en effet, elles reflètent des informations différentes en fonction des pays et des régions.

Si les difficultés mises en exergue ci-dessus posent problème pour les comparaisons transnationales, l'analyse des inégalités au sein des villes bénéficie néanmoins de la diffusion croissante des bases de données géographiques, des cartes numériques et des technologies d'utilisation telles que le *Geographic Information Systems* (GIS). Ces instruments permettent aux organismes du secteur public d'analyser les inégalités sociales et économiques et les besoins de manière bien plus ciblée, de planifier les interventions et de répartir plus efficacement les ressources en les concentrant dans les zones les plus touchées. Voir à ce sujet quelques exemples au chapitre 3.3.3.

### 2.2.4. Attrait

L'attrait est une notion très subjective tout en étant une quantité très abstraite pour décrire une ville. Il est peu d'autres termes qui donnent lieu à des opinions aussi différentes, et surtout aussi contradictoires. Pour certains, l'attrait est l'aspect de la ville, pour d'autres, c'est la vie culturelle ou la campagne environnante. Lorsqu'il faut juger l'attrait d'une ville, il est impossible de définir des indicateurs objectifs. Dans aucun autre champ, les perceptions individuelles ne diffèrent autant. Quelles sont les éléments qui contribuent à son attrait ? S'agit-il d'ailleurs d'une quantité mesurable ?

**Fonction d'approvisionnement.** Lorsqu'on tente de répondre à cette première question, on se rend compte qu'un des domaines d'attrait, la fonction d'approvisionnement, a déjà été traité. L'un des composants de l'attrait urbain consiste, de fait, en l'utilisation de ces fonctions. Dans cette perspective, il convient de souligner que l'achat ne se réduit pas toujours à la fonction de « se fournir en quelque chose », il peut s'interpréter en termes de fonction de divertissement. D'un point de vue de la planification, cet objectif se poursuit de manière concrète en transformant les achats en partie de plaisir. Cela se traduit par un accès aisé, en voiture de préférence, un environnement urbain agréable et la possibilité de combiner les achats avec d'autres activités plaisantes comme le restaurant ou le cinéma. Les indicateurs susmentionnés peuvent dès lors s'interpréter également dans le sens de l'attrait d'une ville.

Cet aspect spécifique incite certainement le visiteur d'une ville à lui attribuer les meilleures notes. Pour la maj

**Qualité de l'environnement.** Tous les indicateurs concernant l'environnement sont l'objet d'une grande attention. Dans ce contexte, le terme d'environnement doit être pris dans son sens le plus large, à savoir d'environnement naturel et d'environnement créé par la main de l'homme. Il comprend donc la nature des éléments de base, le sol, l'eau et l'air qui influent considérablement sur notre état de santé. Dans cette perspective, on peut élaborer des indicateurs écologiques afin de déterminer quantitativement les dommages environnementaux tels que la charge de la pollution, le niveau de SO<sub>2</sub>, les aérosols, etc. Les indicateurs environnementaux comprennent également des études quantitatives sur la qualité des espaces ouverts, des plans d'eau de même que des indicateurs climatiques.

Ces indicateurs sont particulièrement prometteurs car ils ont une influence directe sur la qualité de la vie. Cependant, lorsqu'on met l'étude en pratique et qu'on compare les données collectées au-delà des frontières nationales, d'importants problèmes surgissent : des questions méthodologiques se posent dès le départ avec les techniques de mesure et se terminent par le problème de la corrélation entre les points mesurés et de grandes régions. De plus, dans de nombreux pays, certaines variables ne sont pas appliquées dans les programmes des études statistiques officielles. Ainsi, en Allemagne, les études spécifiquement consacrées à certains sites sont souvent effectuées de manière à ce que les espaces ouverts du centre ville puissent servir d'indicateur. Par contre, en Italie, ces données sont malheureusement très peu disponibles. C'est pourquoi, ces indicateurs ne sont pas particulièrement appropriés pour être insérés dans cette étude.

**Application.** Au vu de ce qui précède, il est nécessaire de trouver des indicateurs de substitution qui donnent une image relativement objective de l'attrait urbain. Nous suggérons à cet effet deux indicateurs : d'une part, le nombre de nuitées annuelles en fonction de la population et d'autre part, la balance migratoire. Le nombre de nuitées révèle l'attrait que représente la ville pour des visiteurs extérieurs. Cet indicateur prend en considération tous les types des visiteurs, qu'ils aient été motivés pour des raisons professionnelles ou par les attractions touristiques. Quant à la balance migratoire, elle indique dans quelle mesure la ville attire les gens qui veulent en faire le centre de leur vie, au moins au moyen terme, ou au contraire qu'ils entendent éviter la ville, quand la balance est négative. Ajoutons que dans cette perspective, le terme attrait doit être pris dans son sens large et inclure aussi un aspect économique, à savoir la ville comme lieu de travail.

#### 2.2.5. Potentiel technologique et d'innovation

En fonction des perspectives théoriques exposées au chapitre 1.2.2, il serait judicieux d'établir une série d'indicateurs qui reflètent quatre axes principaux :

1. Travailler dans la société de l'information (perception organisationnelle, particulièrement dans les PME, pratiques de travail)
2. Emploi dans la société de l'information (éducation et formation)
3. Cohésion (accès et utilisation accrues des TIC dans toutes les sections de la société)
4. Accès à l'information émanant du secteur public (stratégies et infrastructures TIC à l'échelon local).

Le premier axe exige des études locales détaillées concernant les grandes entreprises et les PME équivalant aux études nationales menées en Grande-Bretagne pour le « *Benchmarking the UK in the Information Age* » (Évaluation du Royaume-Uni à

l'ère de l'information) du *Department of Trade and Industry* (Département du commerce et de l'industrie). On a ainsi évalué cinq cents sociétés quant à leur sensibilisation aux questions de TIC, à la disponibilité et l'utilisation d'infrastructures et de logiciels informatiques (<http://www.isi.gov.uk/isi/bench/index.htm>). Des études semblables sont également nécessaires pour le quatrième axe (Craglia et Signoretta, 1999).

Le second axe se réfère principalement à l'éducation et à la formation. Dans ce contexte, un indicateur utile peut être le nombre de diplômés ; il existe en effet une corrélation évidente entre la création d'emplois dans les industries basées sur l'information et la proximité d'un centre de pourvoi de travailleurs qualifiés. Cet indicateur a également l'avantage d'être facile à constituer et à mettre à jour. Par contre, il a pour inconvénient que la comparaison internationale n'est pas toujours aisée en raison des différents systèmes d'éducation et qu'il ne prend pas en considération le nombre croissant d'initiatives en matière de formation qui joueront probablement un rôle crucial en comblant à l'avenir les déficits de compétences.

Le troisième axe devrait inclure à la fois des indicateurs de stock (nombre de téléphones, d'ordinateurs et de points d'accès à Internet) et de flux (trafic Internet et volume sur les réseaux de communications). Malheureusement, bon nombre de ces indicateurs souhaitables sont entravés par la déréglementation et la privatisation caractéristiques de ce secteur. Si les utilisateurs bénéficient de plus d'avantages grâce à cette concurrence accrue, des sensibilités commerciales empêchent la collecte de données. Par exemple, une enquête sur le nombre de clients de téléphones portables a donné le résultat suivant :

*Suite à votre question relative à la possession [de téléphones portables] à Birmingham, Sheffield, et Nottingham, nous avons constaté que l'échantillon demandé était trop petit pour ventiler les chiffres sur des villes spécifiques. J'espère que cette information régionale vous sera utile : Midlands occidentaux et orientaux : 16% de la population possèdent un téléphone portable (dont 36% Cellnet), Yorkshire et Humberside 13% de la population (dont 35% Cellnet). (source : Cellnet, 22/9/1998)*

Par ailleurs, il est difficile de mesurer les effets de substitution dans ce secteur dynamique. Par exemple, le nombre de lignes de téléphones servait traditionnellement de mesure à l'accessibilité aux services (voir par exemple CCE, 1994) ; aujourd'hui, il sous-estime peut-être l'impact des téléphones mobiles et de la téléphonie aérienne fixe, telle Ionica en Grande-Bretagne qui fournit des lignes non pas par câble, mais par antenne parabolique. Enfin, quant à l'accès et les flux sur Internet, il est certes possible de contrôler le trafic émanant d'institutions académiques ou gouvernementales, mais il est presque impossible d'établir la localisation géographique du trafic liés à des domaines tels que « .com », ou « .co.uk » (Craglia, 1996).

Tenant compte de ces considérations, les variables médiatees utilisées dans cette étude tiennent compte du nombre de magasins de matériel et de logiciel, en tant qu'indication de stock, et du nombre d'entrées sur le World Wide Web pour les villes étudiées en tant qu'approximation grossière du flux. Ces indicateurs sont loin d'être satisfaisants, mais ils constituent une première solution pragmatique en attendant des sources d'information plus complètes.

### 3. Analyse des données

#### 3.1. Choix des indicateurs

L'objectif de ce rapport n'est pas de comparer les données de divers indicateurs pour plusieurs villes européennes. Comme nous l'avons souligné dans les chapitres précédents, d'autres projets de recherche plus importants effectués par l'Union européenne sont consacrés à ce sujet. Ce rapport est davantage de nature méthodologique et vise à tester la construction empirique des indicateurs, principalement en termes de disponibilité et de fiabilité des données dans quelques cas d'études ou du point de vue des bases de données internationales, bien plus qu'il n'analyse leur comparabilité et leur interprétation effectives. Les principaux indicateurs envisagés sont les suivants :

##### Développement socioéconomique

Indicateurs :

- taux de chômage
- pourcentage des logements dont les habitants ne sont pas les propriétaires

##### Disponibilité des services

Indicateurs :

- lits dans les hôpitaux par 100.000 habitants
- cinémas et boîtes de nuit par 100.000 habitants

##### Disparités internes

Indicateurs :

- % d'habitations sans salle de bains
- % de la population sans qualification
- % de travailleurs
- % de salariés
- % de travailleurs non qualifiés

##### Attrait

Indicateurs :

- résidences de vacances pour 1000 habitations
- espaces ouverts par habitant en m<sup>2</sup>
- flux migratoire (immigrant - émigrant)
- nuitées enregistrées dans les hôtels par 100.000 habitants

##### Potentiel technologique et de société de l'information

Indicateurs :

- présences de la ville sur le World Wide Web
- magasins d'informatique par 100.000 habitants

Comme nous le verrons par la suite, tous les indicateurs n'ont pas été testés sur toutes les villes, une sélection ayant été opérée à partir des ressources disponibles. Il convient également de souligner qu'une analyse comparative a été effectuée pour certains indicateurs et villes seulement, qui font déjà partie d'une base de données comparative. Certaines différences dans les définitions pratiques d'autres indicateurs urbains utilisés dans d'autres pays empêchent en effet la comparaison dans le cadre de cette étude.

### 3.2. Critères de sélection pour les études de cas

Plusieurs critères ont été utilisés pour la sélection des études de cas. En Allemagne et en Italie, le principal outil utilisé pour tester la viabilité des indicateurs proposés est une vaste base de données consacrée à la qualité de la vie dans les villes de plus de 100.000 habitants (tableau 5), qui a été élaborée par Nuvolati et Schweikart (1995). En Allemagne, l'analyse a été complétée en se penchant davantage sur trois villes choisies selon les critères suivants : la taille en fonction du nombre d'habitants et la situation économique en fonction du taux de chômage. En outre, une des villes étudiées devait se situer dans l'ex-Allemagne de l'Est. Le tableau 4 indique la répartition des cent plus grandes villes allemandes par la taille.

Tabl. 4 – Les cent plus grandes villes allemandes par la taille en 1998.

Habitants .	Nomb re d'habitants (x 1000)	Nombre total	% de la population allemande
> 1,000,000	3	6,307	7.7
500,000 – 1,000,000	9	5,523	6.7
200,000 – 500,000	27	7,653	9.0
100,000 – 200,000	45	5,885	7.2
< 100,000	16	1,411	1.7

Source : Deutscher Städtetag 1998 et 1999

Trois types de villes ont été sélectionnés : de plus d'un millions d'habitants, d'environ 500.000 habitants et d'environ 100.000 habitants.

Tabl. 5 – Villes allemandes et italiennes reprises dans la base de données.

Villes allemandes		Villes italiennes
Aachen (Aix)	Oberhausen	Alessandria
Augsburg	Offenbach am Main	Ancona
Bergisch-Gladbach	Oldenburg	Bari
Bielefeld	Osnabrück	Bergamo (Bergame)
Bochum	Paderborn	Bologna (Bologne)
Bonn	Pforzheim	Bolzano
Bottrop	Recklinghausen	Brescia
Braunschweig	Regensburg (Ratisbonne)	Cagliari
Bremen (Brême)	Remscheid	Catania
Bremerhaven	Reutlingen	Catanzaro
Darmstadt	Saarbrücken	Cosenza
Dortmund	Salzgitter	Ferrara
Düsseldorf	Siegen	Firenze (Florence)
Duisburg	Solingen	Foggia
Erlangen	Stuttgart	Forlì
Essen	Ulm	Genova (Gènes)
Frankfurt am Main (Francfort)	Wiesbaden	La Spezia
Freiburg i. Br.	Witten	Latina
Fürth	Wolfsburg	Lecce
Gelsenkirchen	Würzburg	Livorno (Livourne)
Göttingen	Wuppertal	Messina
Hagen		Milano (Milan)
Hamburg (Hambourg)		Modena (Modène)
Hamm		Napoli (Naples)
Hannover (Hanovre)		Novara
Heidelberg		Padova (Padoue)
Heilbronn		Palermo (Palerme)
Herne		Parma (Parme)
Hildesheim		Perugia
Ingolstadt		Pescara
Karlsruhe		Piacenza
Kassel		Pisa (Pise)
Kiel		Ravenna (Ravenne)
Koblenz (Coblence)		Reggio di Calabria
Köln (Cologne)		Reggio nell'Emilia
Krefeld		Roma (Rome)
Leverkusen		Salerno
Ludwigshafen		Sassari
Lübeck		Siracusa (Syracuse)
Mainz (Mayence)		Taranto
Mannheim		Terni
Mönchengladbach		Torino (Turin)
Moers		Trento (Trente)
Mühlheim a. d. Ruhr		Trieste
München (Munich)		Udine
Münster		Venezia (Venise)
Neuss		Verona (Vérone)
Nürnberg (Nuremberg)		Vicenza

Dans chaque catégorie, nous avons sélectionné une ville présentant un important taux de chômage, c'est-à-dire supérieur à la moyenne nationale. En raison de sa situation particulière, Berlin a été exclue de la sélection : avec près de 3,5 millions d'habitants et sa position exceptionnelle de capitale en devenant de l'Allemagne, elle n'est pas représentative. Le choix s'est donc porté sur les villes suivantes : Hambourg avec plus de 1,7 million d'habitants, Duisburg avec environ ½ million d'habitants et Dessau, une ville de moins de 100.000 habitants, représentative des petites villes des nouveaux Länder.

Dans le contexte du Royaume-Uni, deux critères ont servi à la sélection des villes : 1) zones urbaines défavorisées et 2) la taille de la population. Pour répondre au premier critère, l'on a utilisé l'édition de 1998 de *l'Index of Local Deprivation by the Department of the Environment, Transport and the Regions* (Indice des zones défavorisées, déterminé par le ministère de l'environnement, des transports et des régions) (DETR, 1998). Cet indice fonctionne, en fait, à trois niveaux. Le premier niveau correspondant aux districts et est caractérisé par douze variables liées aux conditions économiques, aux faibles revenus, à la santé, à l'éducation, à l'environnement, à la criminalité et au logement. La plupart des douze variables ont été mises à jour pour 1996-97 à partir de diverses sources. En revanche, les deux autres niveaux, qui concernent principalement les quartiers (en anglais : « wards ») et les districts de recensement, se réfèrent en totalité au recensement de 1991. Néanmoins, ils ont une utilité si l'on y associe l'indice général des districts comme indicateurs d'éléments dont la concentration dénote une zone défavorisée. L'indice de 1998 a été calculé pour les 354 collectivités d'Angleterre constituant des districts, suite aux dernières modifications des délimitations des collectivités locales. Le tableau 6 ci-dessous montre à quel rang se situent les trois cas dans le classement des zones défavorisées, cas qui ont été choisis de manière à représenter une grande ville (Birmingham), une ville moyenne (Sheffield) et une ville plus petite (Nottingham).

Tableau 6 : Indice local des zones défavorisées pour 1998

	Birmingham	Sheffield	Nottingham
Population en 1991	911.355	482.226	250.161
Classement du district (sur 354)	5	25	16
Classement de la gravité de la situation des quartiers (« wards »)*	1	6	21

\* La gravité de la situation des quartiers (« wards ») indique la valeur moyenne des douze variables pour les trois quartiers du district où la situation est la plus grave. Source : DETR, 1998 ; OPCS, 1992

Les trois villes occupent les 5<sup>ème</sup>, 16<sup>ème</sup> et 25<sup>ème</sup> rangs sur les 354 districts (le 1<sup>er</sup> rang indiquant la zone la plus défavorisée). Ces villes figurent donc parmi les villes les plus défavorisées d'Angleterre, si l'on se fonde sur la moyenne du district dans son ensemble. La troisième ligne du tableau indique leur classement sur base de la moyenne des points attribués aux trois quartiers (« wards ») de chaque district où la situation est la pire. Cela traduit le fait que certaines « poches urbaines » sont défavorisées, quelques zones étant particulièrement touchées. Cette mesure vise à rendre compte de la gravité de la situation de la zone défavorisée, gravité qui risquerait autrement d'être masquée par le processus de réduction à une moyenne pour l'ensemble du district. À cet égard aussi, les collectivités locales choisies figurent parmi les zones défavorisées les plus critiques.

Les critères de sélection des trois villes grecques ont été davantage *methodologiques* qu'empiriques, ce projet visant à apporter des innovations *methodologiques*. Nous avons choisi Athènes, seule ville pour laquelle les services nationaux de statistiques disposent des données les plus complètes ; la deuxième ville, Héraclion, illustre la disponibilité des données pour les autres villes grecques ; concernant la troisième ville, Mytilini à Lesbos, des recherches locales ont pu être effectuées et des données ont pu être récoltées auprès des autorités locales et d'autres institutions. Ces villes ont été retenues pour représenter trois tailles de ville très différentes et fournir ainsi une idée de la qualité de vie dans une hiérarchie de centres



urbains grecs. Cependant, elles ne représentent pas leurs catégories au niveau de la taille, à moins qu'un projet de recherche plus important n'élargisse l'échantillon des villes, du moins dans la catégories des petites villes avec différentes fonctions.

### 3.3. Construction des indicateurs

#### 3.3.1 Développement socioéconomique général

Le potentiel des indicateurs socioéconomiques peut se démontrer par l'analyse des deux exemples suivants : d'une part, le taux de chômage et d'autre part, le nombre d'habitations occupées par leur propriétaire. La description porte principalement sur la comparaison entre les villes allemandes et italiennes.

Tableau 7 : . . Exemples d'indicateurs socioéconomiques pour des villes italiennes et allemandes de plus de 100.000 habitants.

Indicateur	Allemagne		Italie	
	Moyenne	CV	Moyenne	CV
1 Chômage en %	10,98	22,94	16,86	61,37
2 Chômage des jeunes en %	12,68	13,86	36,02	55,04
3 Chômage des femmes en % 1)	42,47	10,84	36,96	26,39
4 Revenus 1) 2)	23.588,09	12,05	13,52	22,01
5 Postes de travail industriels	18,18	40,45	9,45	44,08
6 Postes de travail du secteur des services	27,82	34,98	30,14	20,77
7 Surface de logement par occupant en m <sup>2</sup>	34,26	4,82	33,34	10,93
8 Propriétaires de leur logement en %	24,56	26,83	61,24	9,29

CV : Coefficient de variation en %

1) Données pour la période située entre 1989 et 1994

2) Allemagne en DEM, Italie en million de ITL

Le tableau 7 montre que les indicateurs socioéconomiques sélectionnés pour l'Allemagne et l'Italie révèlent des différences considérables entre les deux pays. Les valeurs moyennes sont clairement moins favorables en Italie, à l'exception des emplois dans le secteur des services. Nous allons nous attarder davantage sur deux indicateurs.

**Taux de chômage et chômage des jeunes.** La différence entre les taux de chômage est la plus frappante. Ils sont nettement supérieurs en Italie, en particulier le taux de chômage des jeunes qui, à 37 %, est trois fois plus élevé qu'en Allemagne. En Italie, le chômage affiche un important coefficient de variation. Cela signifie qu'il existe de grandes différences spatiales. D'ailleurs si on analyse la répartition géographique du chômage, ces deux indicateurs révèlent un écart considérable entre le nord et le sud du pays. Il s'avère que ces indicateurs s'intègrent dans un schéma de division de l'Italie en trois parties. Les villes situées dans la Troisième Italie, c'est-à-dire le centre et le nord-ouest, inscrivent le taux de chômage le plus bas. Par ailleurs, les villes de ces régions, telles que Parme, Modène, Reggio Emilia, affichent le taux de chômage le plus bas parmi les jeunes.

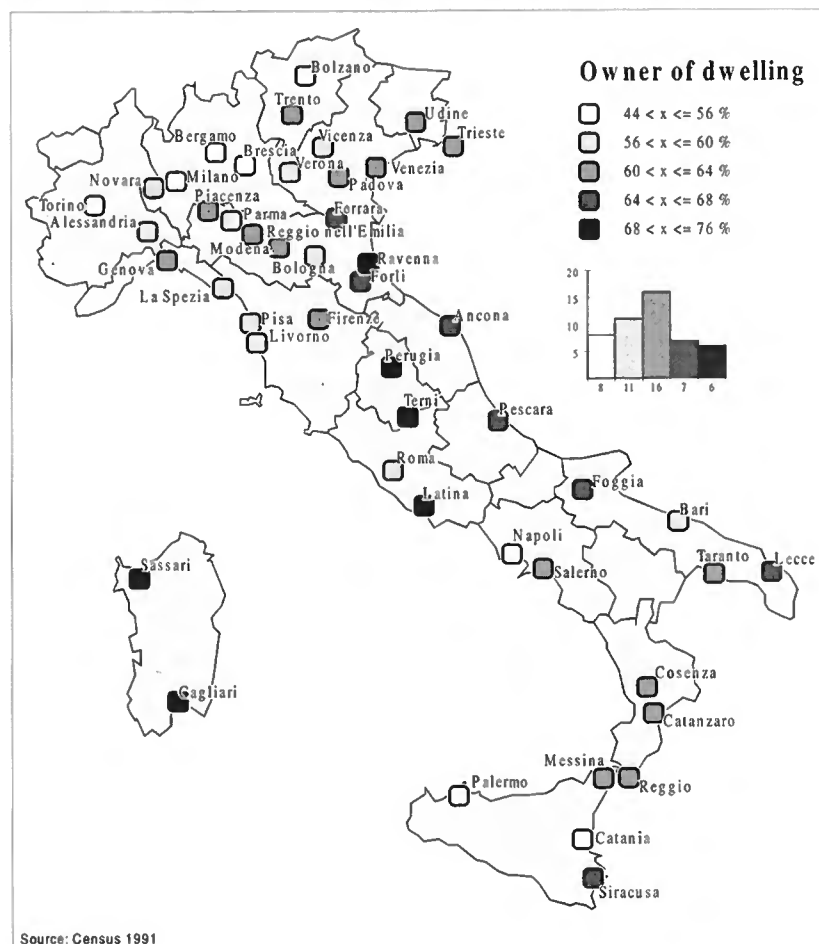
Les valeurs appliquées à l'Allemagne n'incluent que les villes situées dans les anciens Länder. Les disparités géographiques ne sont pas aussi marquées qu'en Italie.

On y reconnaît néanmoins des structures spatiales claires. Ici aussi, on constate un écart important entre le nord et le sud. À quelques exceptions près, les anciennes régions industrielles, comme la Ruhr, enregistrent le taux de chômage le plus élevé, alors que dans les régions méridionales, il est le plus bas. Quant au second indicateur, le chômage des jeunes, il n'entre pas dans ce modèle. Une structure explicite de la répartition des données ne peut pas être identifiée.

En Italie, les indicateurs « taux de chômage » et « chômage des jeunes » correspondent particulièrement bien ( $r=0,99$ ). Par contre, en Allemagne, il n'existe pas de corrélation statistique patente ( $r=0,10$ ). En effet, les données relatives aux jeunes chômeurs affichent un coefficient de variation nettement plus bas comparé au taux de chômage total. La répartition géographique est soumise à un schéma totalement différent. Il est intéressant de noter que presque toutes les grandes villes du sud du pays révèlent des valeurs supérieures à la moyenne, à l'exception de Munich, Erlangen et Heidelberg. La région de la Ruhr possède une structure hétérogène où les villes affichant un haut taux de chômage des jeunes sont relativement rares.

**Propriétaires de leur logement.** Une différence très frappante entre l'Italie et l'Allemagne est la proportion de personnes propriétaires de leur logement. En Italie, le taux de personnes habitant dans une habitation qu'elles possèdent atteint 61 %, soit le double du taux allemand, qui équivaut à près de 25 %. Même le taux italien le plus bas, 44 % à Naples, est supérieur au taux le plus élevé en Allemagne : 43 % à Reutlingen. En Italie, les propriétaires sont les plus nombreux dans les centres villes et en Sardaigne. De même, le taux se situe au-dessus de la moyenne dans le sud du pays et est donc plus élevé que dans le nord (illustration 2). Cette situation est principalement due aux deux éléments suivants : en règle générale, les prix de l'immobilier sont plus élevés dans le nord que dans le sud. De plus, l'immobilier dans les grandes villes comme Milan et Turin est plus cher et constitue dès lors un obstacle à la propriété résidentielle. Dans le sud, par contre, les prix immobiliers sont plus favorables et la cohésion des grandes familles sont des facteurs essentiels à la propriété résidentielle. Même si dans ces régions, les revenus sont inférieurs à la moyenne et qu'un pourcentage élevé des travailleurs est sans emploi, la proportion des propriétaires n'en est pas moins importante. Les désavantages économiques y sont compensés par de nombreuses constructions réalisées par les propriétaires eux-mêmes, de sorte que le prix des nouveaux logements demeure bas. Ainsi, les familles ayant un faible revenu peuvent néanmoins devenir propriétaires de leur logement.

Illustr. 2 – Pourcentage de propriétaires de leur logement en Italie en 1991.



En Italie, la proportion de personnes propriétaires de leur logement est plus élevée qu'en Allemagne mais elle est également distribuée de manière plus homogène entre les villes. En effet, en Allemagne le coefficient de variation est trois fois supérieur à celui de l'Italie. En Allemagne, le taux de propriété le plus bas concerne des grandes villes comme Francfort, où il s'élève à 12,3 %.

Outre le niveau de prix de l'immobilier, le comportement migratoire exerce également une certaine influence sur cette variable. D'une part, les travailleurs du sud de l'Italie émigrent vers le nord pour y trouver de meilleurs emplois. Ils ne possèdent pas nécessairement les fonds pour y acheter un logement. D'autre part, la société du nord est plus dynamique et plus mobile. Les gens y changent plus fréquemment d'emploi de sorte qu'ils préfèrent souvent louer un logement. Cette dynamique et le nombre important

d'emploi de cadres sont en corrélation avec le faible taux de propriété résidentielle. De fait, cet indicateur est faible dans des centres dynamiques comme Milan et Turin au nord du pays et Palerme et Naples au sud. Dans les villes allemandes, comme Francfort, Düsseldorf et Hanovre, la situation est similaire.

**Chômage et migration.** Ces indicateurs ont été testés plus spécifiquement sur Hambourg, Duisburg et Dessau. Comme l'illustre le tableau 8, il existe des différences évidentes entre ces trois villes. En particulier, les indicateurs relatifs au chômage et à la migration expriment de manière perceptible les problèmes urbains. Dessau est un exemple typique des petites villes est-allemandes. Jusqu'à ce jour, ces villes ont été confrontées aux pertes d'emploi dans le secteur industriel. Seules quelques-unes ont pu créer de nouveaux emplois dans des industries prometteuses. En conséquence, la population émigre. Entre 1991 et 1995, Dessau a connu un taux de migration moyen de -5,4 pour 1000 habitants. Remarquons toutefois qu'il s'agit ici d'un type sélectif de migration : ce sont principalement des jeunes en âge de travailler qui décident de partir. En outre, ce phénomène n'est pas compensé par le développement naturel de la population, mais il est, au contraire, intensifié. En effet, en Allemagne orientale, le taux des naissances a nettement reculé après la réunification allemande de sorte que dans la plupart des cas, le taux de mortalité dépasse le nombre de naissances. Par conséquent, Dessau a souffert d'un recul important de sa population et seuls quelques 86.000 habitants restent sur les 100.000 à l'origine.

Tabl. 8 - Indicateurs des conditions socioéconomiques et de migration pour les villes allemandes sélectionnées.

Indicateurs	Date	Dessau	Duisburg	Hambourg
Population (.000)	1998	86	525	1.700
- taux de chômage	Févr. 1999	22.5	15.8	11.2
- % de propriétaires de leur logement	1995	19.7	17.8 <sup>A</sup>	17.3 <sup>B</sup>
- taux de migration <sup>C</sup>	1991-1995	-5.4	1.0	9.6

<sup>A</sup>: 1993 <sup>B</sup>: 1987 <sup>C</sup>: (immigrants - émigrants)

À Hambourg, la situation est complètement différente. Contrairement à Dessau et à la balance migratoire conséquente de Duisburg, à Hambourg, plus de personnes immigreront dans la ville qu'il n'en émigre. La croissance due à la migration s'est élevée à près d'un pour cent par an au cours de la période d'observation, un phénomène qui reflète la dynamique importante de cette ville. Pourtant, le taux de chômage est nettement inférieur à celui des deux autres villes quoique beaucoup plus élevé que dans la plupart des villes du sud de l'Allemagne. La dynamique économique de Hambourg se traduit également par le nombre important d'indépendants.

Les indicateurs socioéconomiques et de migration ont aussi été testés pour les études de cas britanniques. Comme l'indique le tableau 9, on ne constate pas de variations significatives entre les trois villes sélectionnées, à l'exception près que le rapport entre le chômage des hommes et des femmes à Birmingham est sensiblement plus élevé que dans les deux autres villes.

**Tabl. 9 - Indicateurs de développement socioéconomique général.**

	population	% chômeurs	% chômeuses	% propriétaires
Birmingham	911355	15.88	7.84	60.1
Sheffield	482226	17.24	10.37	56.8
Nottingham	250161	18.94	10.30	51.9

Source : 1991 Census

Le tableau 10 indique que toutes les régions ont vu leur population reculer et plus particulièrement à Birmingham (-5%) et dans le cas de Nottingham, les données disponibles portent sur le comté et non sur la ville. La tendance à la « contre-urbanisation » fait l'objet d'une documentation fournie au Royaume-Uni, ce qui confirme ces chiffres.

**Tabl. 10 – Flux migratoires.**

Birmingham						
	1993	1994	1995	1996	1997	1993-97/1991
hommes	-3729	-4067	-4217	-4567	-5685	-2.44
femmes	-3941	-5062	-4716	-4807	-5543	-2.64
personnes	-7670	-9129	-8933	-9374	-11228	-5.08
Sheffield						
	1993	1994	1995	1996	1997	1993-97/1991
hommes	-173	-1090	-928	-897	-552	-0.75
femmes	-643	-1062	-1131	-963	-601	-0.91
personnes	-816	-2152	-2059	-1860	-1153	-1.67
Nottinghamshire						
	1993	1994	1995	1996	1997	1993-97/1991
hommes	595	-99	-383	-886	-826	n.d
femmes	127	-78	-541	-1142	-490	n.d
personnes	722	-177	-924	-2028	-1316	n.d

Source : NOMIS.

### 3.3.2. Disponibilité des services

**Lits d'hôpital.** Le tableau 11 reprend les statistiques relatives aux lits par hôpital pour l'ensemble des hôpitaux pour 100.000 habitants en Allemagne et en Italie. Dans les deux pays, la gamme de données récoltées est considérable. Lorsqu'on les compare, la différence entre les paramètres statistiques n'est pas trop frappante. Seule la valeur moyenne est plus élevée en Allemagne qu'en Italie. Nous le voyons à l'illustration 3, qui indique la répartition des villes en fonction de la densité classifiée des lits. En revanche, le tableau révèle que la structure de la répartition est nettement différente en Italie et en Allemagne. Dans cette dernière surtout, les classes inférieures sont davantage occupées qu'en Italie, où la répartition globale est plus équilibrée.

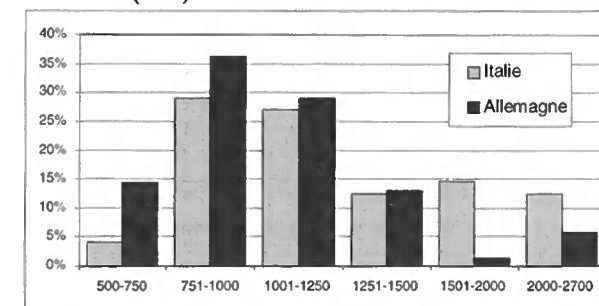
Lorsqu'on analyse les lits d'hôpitaux, plusieurs effets doivent être pris en considération, dont, en premier lieu, la localisation de la ville et ses fonctions élémentaires. En effet, la localisation permet de définir la zone d'influence. Ainsi, de grandes villes situées à proximité directe d'autres grandes villes ont une densité de lits relativement basse. À titre d'exemple, les villes de la Ruhr, très proches les unes des autres, s'intègrent dans une grande agglomération. Presque toutes enregistrent une faible

densité de lits. La fonction de la ville est un autre critère important. Dans cette perspective, il convient surtout de noter la concentration des services dans de grandes villes universitaires qui comptent une faculté de médecine. Les hôpitaux universitaires offrent généralement des méthodes de diagnostic et thérapeutiques plus diversifiées que les hôpitaux généraux. Les villes allemandes à haute densité sont presque toutes des villes universitaires.

**Tabl. 11 – Données univariées relatives aux lits d'hôpital par 100.000 habitants dans les villes allemandes et italiennes (1992).**

	Italie	Allemagne
Moyenne	1.273	1.078
Écart standard	456	391
Coefficient de variation en %	36%	36%
Minimum	580 (Taranto)	609 (Wolfsburg)
Maximum	2.340 (Brescia)	2.629 (Heidelberg)

**Illustr. 3 – Répartition des lits d'hôpitaux par 100.000 habitants dans les villes allemandes et italiennes par catégorie (1992).**



**Cinéma.** Le nombre de séances de cinéma peut être considéré comme un indicateur de la culture quotidienne. Le tableau 12 reprend les chiffres pour les villes allemandes et italiennes. Les écarts entre les paramètres indiquent les grandes différences entre ces deux pays. En Italie, l'on compte de nombreuses séances dans le nord et nettement moins dans le sud. L'écart standard en Allemagne en termes absolus est plus élevé en raison des chiffres absolus plus élevés, eux aussi.

**Tabl. 12 – Données univariées des séances de cinéma par 100.000 habitants dans les villes allemandes et italiennes (1994).**

	Italie	Allemagne
Moyenne	35,2	84,6
Écart standard	13,7	46,0
Coefficient de variation en %	19,6	16,2
Minimum	14,0 (Taranto)	17,6 (Bottrop)
Maximum	70,2 (Bologne)	284,1 (Coblence)

Pour l'indicateur « cinéma pour 100.000 habitants », la différence entre les trois villes allemandes sélectionnées est frappante. Dessau enregistre la valeur la plus élevée et Duisburg la plus basse. Dans de petites villes, la moindre évolution du nombre de

cinémas comporte des effets très dynamiques, comme l'illustre l'ouverture d'un complexe de salles à Dessau. Le nombre absolu de cinémas y est passé de 2 à 8 et l'indicateur a quadruplé. Peu adaptés aux petites villes, cet indicateur devrait dès lors être modifié. On ignore dans quelle mesure le calcul du nombre de séances apporterait une solution. En revanche, il semblerait plus utile d'évaluer le nombre de places par rapport à la population.

**Tabl. 13 - Indicateurs de la disponibilité des services dans les villes allemandes sélectionnées.**

Indicateurs	Date	Dessau	Duisburg	Hambourg
- lits d'hôpitaux par 100.000 habitants	1998	1,221	871	825
- cinémas par 100.000 habitants	1999	9,30	2,85	5,17

Les indicateurs portant sur la disponibilité des services en Grande-Bretagne ne révèlent aucune variation importante, en particulier dans le domaine de la santé. Quant aux divertissements, Nottingham apparaît dans ce tableau mieux lotie que les deux autres villes par rapport à la taille de la population.

**Tabl. 14 - Nombre moyen quotidien de lits disponibles dans les services ouverts 24 h/24 pour mille habitants, globalisé par NHS Trust et autorités sanitaires géographiquement liées, Nottingham, Sheffield et Birmingham 1997-98.**

Health Authority	Total lits	Total lits par mille habitants
Birmingham	5.402	5,32
Sheffield	2.516	4,75
Nottingham	2.901	4,52

Source : Données relatives aux lits du formulaire KH03 du Ministère de la Santé, données démographiques ONS.

**Tabl. 15 - Nombre de cinémas et de boîtes de nuit dans les villes sélectionnées.**

	Cinémas	Boîtes de nuit	Population
Birmingham	6	32	911.355
Sheffield	6	20	482.226
Nottingham	5	25	250.161

### 3.3.3. Disparités internes

Les indicateurs utilisés ici composent une image de chaque ville grecque (tabl. 16). Ils se prêtent à une comparaison des conditions sociales et des disparités

- Il est important de savoir que le taux de chômage tient seulement compte des chômeurs enregistrés. Ces chiffres ne traduisent pas nécessairement une meilleure qualité de la vie : il existe en effet un chômage déguisé, où les gens sont protégés par le secteur informel et le partage des revenus au sein de la famille (Leontidou 1990, 1993b) et par conséquent, non repris dans les statistiques en tant que tels. Cependant, le chômage est plus important dans les grands centres urbains grecs que dans les petits.
- Les grandes villes affichent un taux d'occupation des habitations par leur propriétaire plus élevé que les petites. Cet indicateur reflète bel et bien une

meilleure qualité de la vie car l'acquisition de ces logements n'est généralement pas financée par un prêt hypothécaire.

- Les logements sans salle de bains traduisent des conditions de vie inférieures à la normale, un indicateur beaucoup plus élevé dans les petites villes. De ce point de vue, la qualité de la vie est meilleure dans les grandes villes grecques.
- En Grèce, la disparité entre la population éduquée (diplômés de l'université) et les illettrés ne dépend que faiblement de la taille de la ville. Si le niveau de formation ne reflète pas les catégories de revenus, l'on peut toutefois affirmer que les villes grecques possèdent une importante classe moyenne plutôt qu'une structure pyramidale ou piriforme comme celle constatée dans les villes mondiales (Sassen 1991). Cette indicateur corrobore les résultats d'une enquête antérieure qui révélait la paupérisation de la grande classe moyenne athénienne ou l'homogénéisation par le bas (Leontidou 1996b). On considère qu'une importante classe moyenne est, de tout point de vue, un élément de stabilité sociale, un tampon entre les riches et les pauvres, et par conséquent le reflet d'une meilleure qualité de la vie.
- Dans l'économie des villes grecques moyennes, on compte moins de salariés. Par contre, les indépendants sont beaucoup plus nombreux. Cette dernière catégorie se compose toutefois aujourd'hui d'une grande variété de gens, du petit entrepreneur à hauts revenus au travailleur occasionnel du secteur informel. Par conséquent, elle n'indique pas grand-chose quant à la qualité de la vie dans les villes.

**Tabl. 16 - Indicateurs pour les villes grecques.**

	Athènes	Heraclion	Mytilini
<b>Données générales</b>			
Population de l'agglomération urbaine	3.072.922	126.907	24.991
Population du « nomos » (préfecture)	3.523.407	264.906	104.620
<b>Disparités internes</b>			
Taux de chômage %	9,22 [2]	8,20	9,67
% de propriétaires de leur logement	76,71	71,15*	63,36
% de logements sans salle de bains	0,91	4,49*	10,96
% de la population > 10 ans détenant un diplôme universitaire	8,39	8,09	7,29
% de la population > 10 ans sans formation	3,08	4,15	5,61
% salariés (de la population active)	65,98	21,15	61,91
% indépendant (de la population active)	16,72	24,09	18,72

Sources : Service national des statistiques de Grèce (données publiées et non publiées, données du recensement), Organisation nationale de tourisme et travail de terrain à Lesbos par l'auteur.

Remarque : 1991 sauf mention contraire : [2] pour 1992.

\* Nomos (préfecture) lorsque les données pour l'agglomération urbaine ne sont pas disponibles.

Pour les villes britanniques, il convient de faire deux remarques quant aux données relatives aux disparités internes. Premièrement, nous avons tenté de rendre compte des questions d'égalité hommes-femmes en analysant les données sur par sexe. On constate que les inégalités sont confirmées dans les catégories des diplômés et

détenteurs de troisième cycle, où les hommes sont deux fois plus représentés que les femmes. Ce n'est que dans la catégorie « avec qualification », qui comprend les enseignants et les infirmiers, que les femmes prédominent. Deuxièmement, lors du recensement de 1991, Sheffield dépassait de loin Birmingham et Nottingham en matière de niveau de compétences disponibles. Il faudrait, à l'aide de données mises à jour, évaluer si cette situation est toujours d'actualité. Aucune donnée n'a pu être trouvée concernant les résidents sans formation.

Tabl. 17. Indicateurs des disparités internes.

	% hommes troisième cycle	% femmes troisième cycle	% hommes diplômés	% femmes diplômées	% hommes avec qualifications	% femmes avec qualifications
Birmingham	1,32	0,48	6,25	3,68	4,02	4,79
Sheffield	1,80	0,74	7,24	3,96	4,93	6,18
Nottingham	1,35	0,47	6,09	3,91	3,40	4,36

Source : Recensement 1991

Tabl. 18 – Main d'oeuvre.

	Cadres hommes	Cadres femmes	Total	Rapport/1000 hab.
Birmingham	1.730	933	2.663	2,92
Sheffield	2.851	1.476	4.327	8,97
Nottingham	700	372	1.072	4,29

	Emplois non qualifiés : hommes au travail	Emplois non qualifiés : femmes au travail	Total	Rapport/1000 hab.
Birmingham	911	1.086	1.997	2,19
Sheffield	556	846	1.302	2,91
Nottingham	328	391	719	2,87

	Cadres/travailleur s non qualifiés hommes	Cadres/travailleurs non qualifiés femmes	Cadres/travailleurs non qualifiés total
Birmingham	1,90	0,86	1,33
Sheffield	5,13	1,74	3,09
Nottingham	2,13	0,95	1,49

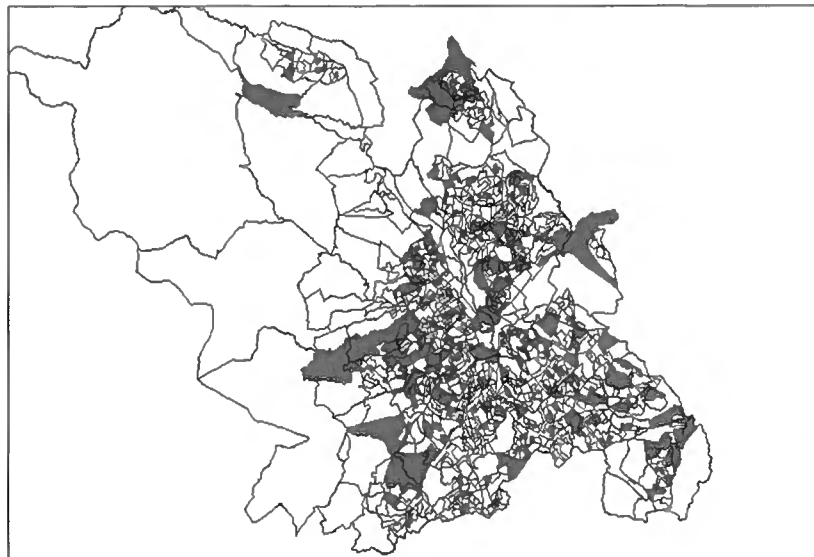
Source : Recensement de 1991

Le tableau ci-dessus révèle deux grandes tendances. Premièrement, l'écart entre les sexes est particulièrement grand dans la catégorie des cadres –environ deux hommes pour une femme –, alors que l'on constate un équilibre, voire une prédominance des femmes parmi les travailleurs non qualifiés. Cette situation confirme qu'il est urgent de prendre des mesures correctrices, en particulier pour les emplois d'encadrement. Deuxièmement, la comparaison entre les villes laisse entendre qu'en 1991, Sheffield comptait quatre fois plus de cadres que Birmingham et deux fois plus que Nottingham par rapport à sa population. C'est là certes un élément positif pour Sheffield, le rapport entre les cadres et les travailleurs non qualifiés indique l'importance des différences sociales dans la ville, particulièrement parmi les hommes. Cet indicateur reflète donc relativement bien les différences de sexe et de classes dans les villes étudiées.

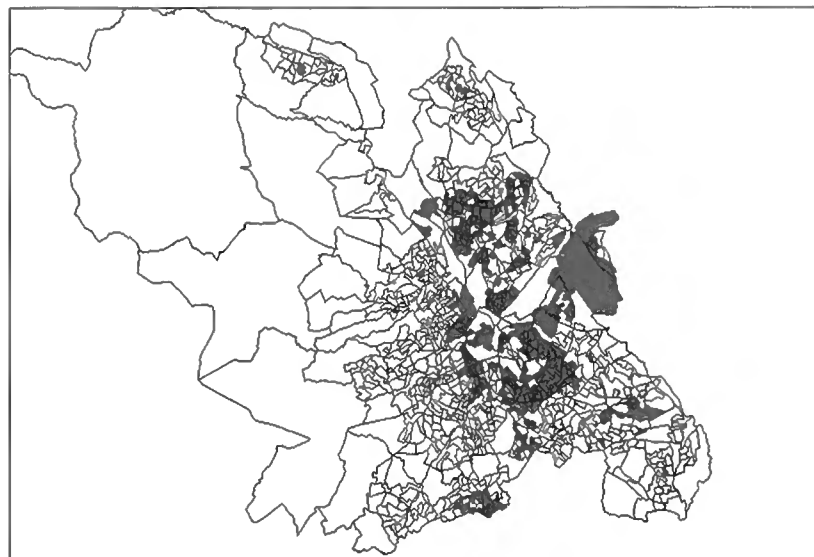
La concentration et la répartition géographique des disparités internes constituent un autre aspect crucial. Comme nous l'avons avancé au chapitre Section 2.2.3, les GIS et la diffusion des bases de données géographiques permettent, à un point encore inconcevable il y a peu, de rassembler les données émanant d'une grande diversité d'organismes. Il est certes nécessaires de tenir compte du respect de la vie privée et de la confidentialité et d'établir des politiques claires à cet égard. Mais cette évolution de l'information géographique peut certainement constituer un atout pour les gouvernements locaux et l'offre de services. En effet, elle permet de déterminer les zones très affaiblies et d'y concentrer les politiques et ressources.

À titre d'exemple, les cartes 1 et 2 indiquent l'évolution de la pauvreté à Sheffield entre 1981 et 1991 pour chacun des 1.000 « Enumeration Districts » de la ville (c'est-à-dire, zones de recensement, population moyenne 400-500 habitants). La mesure utilisée est l'Indice de pauvreté Townsend, lequel est semblable à l'indice calculé par le Ministère de l'Environnement, du Transport et des Régions évoqué au chapitre 3.2. Il s'agit toutefois d'une mesure *relative* de la pauvreté, et donc (dans ce cas) calculée sur la moyenne de toute la ville. La carte montre qu'en dépit d'un relatif recul de la pauvreté à Sheffield entre 1981 et 1991, elle se concentre principalement dans deux zones, l'une au nord et l'autre au sud du centre ville. Cette évolution est illustrée davantage aux cartes 3 et 4 qui portent sur le centre. Ceci révèle clairement qu'il est indispensable d'abandonner des indicateurs globaux pour une ville (utiles cependant pour les comparaisons au niveau européen) au profit d'une analyse et d'une intervention plus ciblées géographiquement.

**Carte 1 : Zones les plus pauvres de Sheffield 1981,**  
(Taux de pauvreté Townsend, quartile supérieur)



**Carte 2 : Zones les plus pauvres de 1991,**  
(Taux de pauvreté Townsend, quartile supérieur)



**Carte 3 : Centre de Sheffield 1981**  
(Taux de pauvreté Townsend, quartile supérieur)



**Carte 4 : Centre de Sheffield 1991**  
(Taux de pauvreté Townsend, quartile supérieur)



### 3.3.4. Attrait

Le tableau 19 reprend les données statistiques de deux indicateurs pour les villes allemandes et italiennes. Ces indicateurs traduisent l'attrait de ces villes. Le premier est le nombre de résidences de vacances par rapport au nombre total de logements de la ville. Un pourcentage élevé des premières indique un attrait important de la ville en tant que destination de vacances. Pour le second indicateur, on a déterminé les zones ouvertes d'espace urbain.

**Tabl. 19 - Exemples d'indicateurs relatifs à l'attrait pour les villes allemandes et italiennes de plus de 100.000 habitants.**

Indicateurs	Allemagne		Italie	
	Moyenne	CV	Moyenne	CV
Résidences de vacances pour 1.000 logements	2,32	14,50	26,73	19,58
Espaces ouverts par habitant en m <sup>2</sup>	25,94	19,91	9,33	21,83

Données entre 1987 et 1994

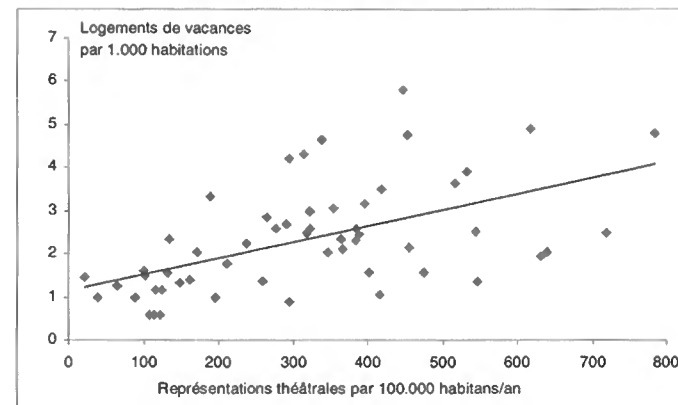
Chacun de ces indicateurs révèle d'importantes différences entre les villes des deux pays. Il convient à cet égard de commenter brièvement la comparaison entre les indicateurs. En effet, la conception des études et la définition des indicateurs divergent et par conséquent influencent considérablement ces valeurs. Dès lors l'interprétation comparative ne peut s'effectuer que dans une mesure limitée.

**Zones récréatives urbaines.** Certaines différences découlent des programmes d'études nationaux, surtout en ce qui concerne les détails. Ainsi, en Italie, il n'existe pas d'étude de zone correspondant à celles effectuées en Allemagne en 1989 et 1993. Il est donc très difficile de définir des indicateurs ayant trait à certains aspects des zones municipales tels que la densité de la population qui est calculée sur la base des habitants et de la zone construite. La définition de ce type d'indicateur nécessite un investissement important dans un pays sans étude de zone normalisée. L'un des rares paramètres disponibles relatifs au développement territorial urbain est la « zone récréative », laquelle fait partie d'une base de données environnementale (Legambiente 1994). Cependant, nous ne disposons pas d'une définition précise de ce mot et la méthode d'étude n'est pas documentée. Vu ces circonstances, cet indicateur ne peut être comparé à l'indicateur équivalent en Allemagne.

On peut toutefois analyser les données au sein de chaque pays. En Italie, les villes de la « troisième Italie » affichent les valeurs les plus élevées, Ferrare venant en tête avec 41 m<sup>2</sup> par habitant. En Allemagne, ce sont surtout les villes industrielles avec de nombreux espaces ouverts qui atteignent des chiffres importants. Les deux premières places sont occupées par Ingolstadt et Wolfsburg, deux places fortes de l'industrie automobile.

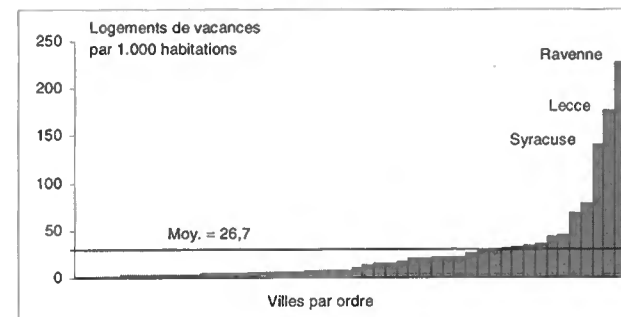
**Résidences de vacances.** Le pourcentage de résidences de vacances par rapport au nombre total de logements donne des résultats particulièrement intéressants quant à l'attrait d'une ville. Deux composantes de base sont à l'origine d'un pourcentage élevé : d'une part, l'attrait de la ville par ses événements culturels et ses divertissements et d'autre part, le pittoresque des paysages environnants. De façon générale, plusieurs facteurs interviennent simultanément.

**Illustr. 4 - Corrélation entre les résidences de vacances et les représentations théâtrales dans les villes allemandes de plus de 100.000 habitants.**



Le nombre de résidences de vacances est plus faible en Allemagne qu'en Italie. Cette analyse démontre que les villes ayant un excellent secteur culturel et de divertissement affichent un taux élevé de résidences de vacances. Parmi elles, on compte les villes universitaires traditionnelles telles que Heidelberg, Fribourg et Ratisbonne. En Allemagne, Lübeck et Munich occupent les premières places. Toutes ces villes allemandes partagent des caractéristiques similaires. Elles présentent un taux d'emploi au-dessus de la moyenne dans le secteur des services ainsi que des événements culturels et des divertissements ; en outre, elles possèdent un centre historique et, généralement, des alentours pittoresques (Illustr. 4). La majorité des villes affichant une valeur élevée sont situées dans le sud de l'Allemagne.

**Illustr. 5 - Répartition des villes italiennes de plus de 100.000 habitants par résidences de vacances (1991).**



Les résidences de vacances en Italie, dont la part s'élève en moyenne à presque 27 par 1.000 habitations, sont manifestement plus nombreuses qu'en Allemagne. La répartition statistiques (Illustr. 5) est très étalée alors que les trois villes affichant la valeur la plus élevée sont des exceptions : il s'agit de lieux de vacances attrayants en raison de leur position exceptionnelle. En Italie, ces villes sont toutes situées sur la côte.

Les premières places sont occupées par Syracuse, Lecce et Ravenne où près de 23 % des logements sont utilisés pour les vacances.

**Nuitées d'hôtel.** Le nombre de nuitées par rapport au nombre d'habitants est également un indicateur de l'attrait d'une ville. Ainsi, il varie considérablement entre les trois villes allemandes sélectionnées. Hambourg, destination appréciée des touristes comme des hommes d'affaires, se positionne en première place. À Duisburg par contre, cet indicateur est nettement plus bas, la ville offrant peu d'intérêt touristique, alors que Dessau affiche un score relativement haut.

**Tabl. 20 - Indicateurs d'attrait pour les villes allemandes sélectionnées.**

Indicateur	Date	Dessau	Duisburg	Hambourg
Nuitées d'hôtel par 100.000 hab./an	1997	146.879	48.024	255.606

Notons que pour les villes britanniques, nous ne disposons pas de données à l'échelon urbain quant aux nuitées d'hôtel. Seules des données régionales pour des visiteurs extérieurs peuvent être utilisées.

**Le flux migratoire**, lui aussi indicateur d'attrait, a déjà été présenté au chapitre 3.2.1. dans le cadre du développement socio-économique des villes.

### 3.3.5. Potentiel technologique et d'innovation

Seules les données britanniques ont été analysées à titre d'exemple dans cette étude.

**Éducation.** Le tableau 21 indique le nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur pour les trois villes, réunissant donc les étudiants inscrits dans une université et les étudiants qui fréquentent un établissement d'enseignement supérieur. Comme le fait apparaître le tableau, Nottingham a un taux d'étudiants pour 1.000 habitants particulièrement élevé, ce qui met en évidence le rôle essentiel que joue l'enseignement supérieur dans cette ville.

**Tableau 21 : Étudiants de l'enseignement supérieur, 1998**

	Birmingham	Sheffield	Nottingham
Population en 1991	911.355	482.226	250.161
Étudiants de l'enseignement supérieur	62.119	70.694	59.983
Source : UCAS 1998			
Étudiants/1.000 habitants	68,16	146,60	239,78

**Accès aux TIC et utilisation.** Alors que l'on étudie encore la faisabilité, comme indicateur, de l'interprétation de données relatives au nombre d'abonnés des services de téléphonie mobile dans chacune des villes, le tableau 22 fait apparaître le nombre de points de vente et de fournisseurs de services du secteur des matériels et logiciels informatiques dans chaque ville. Ces données proviennent du répertoire en ligne Thompson (un équivalent des Pages Jaunes). S'il est vrai que tous les pays n'offrent peut-être pas tous ce système en ligne et que l'exactitude des données fournies par les Pages Jaunes est relative (l'inscription dans les Pages jaunes est volontaire, tous les services n'y figurent donc pas), il ne fait néanmoins guère de doute que cette source de données est

très riche et très à jour, et qu'elle est disponible sur papier ou sous forme électronique dans la plupart des pays. De ce fait, elle promet d'être une précieuse source d'information pour les besoins de la présente étude.

**Tableau 22 : Nombre de points de vente de matériels et de logiciels informatiques, 1998**

	Birmingham	Sheffield	Nottingham
Nombre de magasins d'informatique (matériels et logiciels)	88	48	71
Magasins d'informatique/10.000 habitants	0,97	1,00	2,84

Source : Répertoire Thompson en ligne

Une fois encore, il est intéressant d'observer que le nombre de points de vente pour 1.000 habitants à Nottingham est beaucoup plus élevé par rapport aux deux autres cas étudiés. Il se peut que cela soit en partie lié au nombre d'étudiants qui est plus important, mais cela est peut-être aussi le signe d'une économie dépendant plus intensément des TIC.

Si la « cartographie » des flux sur Internet s'améliore constamment (voir <http://www.geog.ucl.ac.uk/casa/martin/atlas/geographic.html>), elle porte principalement sur la localisation des fournisseurs d'Internet existants, ce qui présente un intérêt limité pour les études à l'échelon urbain. C'est pourquoi, en tant que signe d'utilisation des innovations dans les trois villes et du potentiel d'innovation de ces villes, leur présence sur le « World Wide Web » a été mesurée au moyen d'une série de moteurs de recherche. Altavista, Excite et Infoseek sont trois moteurs de recherche qui essaient de faire coïncider un ou plusieurs mots au contenu des sites Web qu'ils ont indexés. Au premier essai, l'on a cherché le nom de la ville sans autre critère. La démarche est peu concluante dans la mesure où les résultats contiennent également des références à d'autres villes portant le même nom et situées dans d'autres pays (par exemple, les États-Unis). C'est pourquoi on a procédé ensuite à une requête ayant la forme <nom de la ville ET Grande-Bretagne> pour limiter la recherche aux seuls sites pertinents. Des trois moteurs, Altavista s'est révélé le plus efficace. À titre de contrôle, l'on a utilisé la même requête avec Yahoo, ainsi qu'avec les Pages jaunes qui sont basées sur des catégories et non du texte libre (c'est-à-dire qu'elles cherchent le nombre de rubriques qui figurent dans leurs catégories et incluent le nom de la ville). Le tableau 5 présente un résumé des résultats.

**Tabl. 23 : Présence sur Internet des agglomérations étudiées, 1998**

	Birmingham	Sheffield	Nottingham
Résultats obtenus avec Altavista (nom de la ville + GB)	8.234	5.524	5.026
Résultats / 10.000 habitants	90,4	114,6	200,9
Références à la ville obtenues avec www.yell.co.uk	116	73	81
Références / 10.000 habitants	1,3	1,5	3,2
Références obtenues avec Yahoo (nom de la ville + GB)	153	144	190
Références / 10.000 habitants	1,7	2,9	7,6



Comme le montre le tableau ci-dessus, Nottingham a, en général, de meilleurs résultats sinon en termes absolus, au moins en termes de taux de présence (c'est-à-dire par rapport à l'ampleur de la population), ce qui indique un potentiel supérieur à celui des deux autres villes pour ce qui est des possibilités offertes par la société de l'information.

Il convient de souligner que ce ne sont là que des résultats préliminaires destinés à mettre à l'épreuve la robustesse des méthodes et des variables choisies. De toute évidence, il y a lieu de mettre à l'épreuve ces méthodes et ces variables dans le cadre d'une comparaison entre pays ainsi que d'évaluer les résultats par rapport à une notion quelconque de moyenne nationale, ou de moyenne sur un large choix de villes. Ce travail sera entrepris pendant la durée du projet de recherche au profit du Comité des régions et se fondera sur le retour d'informations dont on disposera alors. Ces résultats fournissent néanmoins une première indication de la manière dont on pourrait aborder le besoin d'inclure, sous une forme ou sous une autre dans l'étude de la qualité de la vie, la dimension que constituent les évolutions de la société de l'information.

### 3.4. Orientations futures en matière d'implémentation des statistiques

#### 3.4.1. Populations urbaines

Selon Martinotti (1993, 1996, 1998), les villes contemporaines se caractérisent par la présence de populations urbaines différentes : résidents, navetteurs, utilisateurs et hommes d'affaires.

Ce nouveau canevas a induit d'importants changements dans leur organisation, sans toutefois être en rupture totale avec leurs structures originelles. Ainsi, les *navetteurs* passent la majorité de leur temps dans des bureaux du centre ville, séparés du reste de la population urbaine. Les changements sont dès lors indirects, touchant les caractéristiques socioéconomiques des régions urbaines et engendrant des problèmes par la superposition de nouvelles entités fonctionnelles sur des subdivisions administratives existantes.

La mobilité accrue des gens, alliée à des revenus et des loisirs plus importants, ont donné naissance à une troisième population, les *utilisateurs de la ville*. Il s'agit de personnes se rendant en ville pour y utiliser les services privés et publics, des magasins aux cinémas en passant par les musées ou les restaurants.<sup>7</sup> Cette population, de plus en plus nombreuse, a un impact croissant sur les structures urbaines dans la mesure où elle les utilise de manière relativement incontrôlée. Certaines villes possèdent une faible population d'*habitants*, un nombre plus important de *navetteurs*, mais de très nombreux *utilisateurs*. Venise est un cas extrême, mais bon nombre d'autres villes connaissent le même phénomène. Contrairement aux *navetteurs*, les *utilisateurs* se servent souvent des zones publiques de la ville de manière « barbare ».

Enfin, il existe une fraction de population très spécialisée, les *hommes d'affaires métropolitains*. Ces personnes se rendent dans les centres pour affaires et afin d'y établir des contacts professionnels. Il s'agit d'hommes d'affaires ou de professionnels en voyage d'affaire, de conférenciers, de consultants ou de cadres internationaux. Cette

<sup>7</sup> Si le terme est semblable, sa signification est différente de celle utilisée dans Jansen-Verbeke (1985). Le chercheur néerlandais se base sur des schémas de consommation des *résidents* de villes. Voir également Lichtenberger (1976).

quatrième catégorie, au nombre réduit mais croissant, se caractérise par l'argent, privé et professionnel, dont elle dispose en suffisance. Ces personnes séjournent généralement quelques jours dans les villes, parfois plus longtemps, mais il ne s'agit pas d'une population permanente. Elles consacrent une partie de leur temps aux affaires professionnelles, mais elles *utilisent* également la ville, avec un niveau de consommation relativement élevé. Cette population « d'experts » connaît souvent bien la ville, ils sont très sélectifs en matière de shopping, d'hôtels et de restaurants, ils fréquentent les hauts lieux de la culture – concerts, expositions de musées –, mais également les saunas et les salles de sport. De plus en plus, l'*activité professionnelle* va de pair avec le *tourisme* haut de gamme.

D'un point de vue méthodologique et statistique, ces aspects révèlent la nécessité d'établir de nouveaux indicateurs urbains. Ceux-ci ne doivent plus se baser uniquement sur la disponibilité des services par rapport aux habitants, mais doivent également être conçus de manière à analyser le problème de l'accessibilité réelle des services en raison de la présence/concentration de ces nouvelles populations.

Il s'agit d'une étape préliminaire à :

- l'analyse des diverses voies d'accès aux services disponibles, en fonction de l'organisation territoriale des services ainsi que des situations géographiques et socioéconomiques des individus ;
- l'application de critères communs pour la définition des zones d'influence des villes européennes pour différents types de services et utilisateurs d'origines diverses.

#### 3.4.2. Le temps

De ce point de vue, le temps constitue une perspective importante pour l'évaluation de l'accessibilité des services. Le temps qu'il faut pour se rendre du centre ville à l'aéroport aux heures de pointe, le temps d'attente chez le médecin, la longueur de la file pour acheter un billet de théâtre ou un ticket pour un événement sportif, etc. sont des indicateurs intéressants de la qualité de la vie, en dépit du problème de la disponibilité des données.

L'organisation du temps privé et public peut se faire de diverses manières, qui sont basées tantôt sur des structures socioéconomiques alternatives, tantôt sur des pratiques de vie individuelles et informelles. Au cours des trois dernières décennies, le temps est devenu l'une des matières d'analyse les plus importantes pour d'une part, les conditions et les styles de vie de la population et d'autre part, les actes politiques posés pour résoudre les nouveaux problèmes.

Ces études découlent de l'analyse *temps-budget* et plus particulièrement des recherches sur le *bien-être* des gens, évalué sur la base de leur utilisation du temps. Les principales contributions dans ce domaine sont les travaux de Szalai (1972) dans les années soixante-dix, poursuivies ultérieurement (Juster et Stafford 1985, Dow et Juster 1985), jusqu'à des études plus récentes (Gershuny, 1995). Ces travaux portent essentiellement sur la *disponibilité du temps humain* et les facteurs indiquant l'efficacité avec laquelle le temps est utilisé en tant que déterminant du bien-être individuel. Dans cette tradition académique, les opportunités et les contraintes de temps sont cruciales pour déterminer la quantité et la qualité des relations sociales, des pratiques de consommation ainsi que du travail. Il s'agit donc de variables essentielles pour la

définition d'un nouveau budget socioéconomique, basé tant sur la disponibilité de l'argent et des biens que sur l'intégration des ressources *marchandes* et *non marchandes*, des pratiques et des réseaux relationnels. Cette analyse des conditions de vie devrait être mise en oeuvre par le biais d'études comparatives chargées d'étudier les liens entre d'une part, les structures de services et de transports et d'autre part, l'organisation de la famille.

### 3.4.3. Technologie

L'attention accrue accordée au facteur temps est récente et sert principalement dans l'analyse de la mobilité, des réseaux relationnels et professionnels et de l'utilisation des technologies au quotidien. Les choix en matière de temps et d'outils font aujourd'hui partie intégrante d'un processus d'option qui touche à plusieurs données telles que les habitudes de transport, le niveau d'information et de participation, les revenus et salaires, l'organisation de la famille et ses coûts et, de façon plus générale, les styles de vie. Les biens technologiques (fax, téléphone mobile, ordinateur) sont à l'origine de l'évolution rapide de la vie publique et privée : ils exigent dès lors une évaluation plus fréquente des mutations. Les nouvelles recherches devraient se pencher davantage sur l'analyse du niveau de confiance et de compétence des personnes se servant des « *libres-services* » pour l'obtention d'une information ou d'un service (carte de consommation et de banque, robots domestiques, outils de communication). On observe en effet de nouvelles formes d'inégalités et de ségrégation. Elles ne sont pas liées immédiatement aux classes socioéconomiques mais plutôt aux différentes structures et opportunités d'utiliser les technologies modernes.

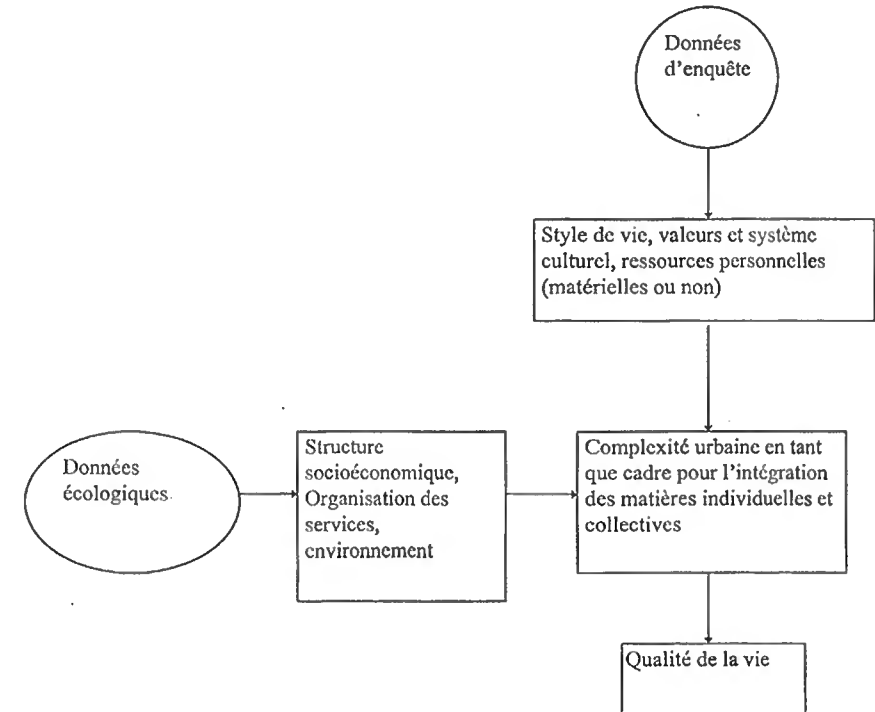
### 3.4.4. Directions pour la recherche future

La recherche future sur la qualité de la vie devrait, selon nos investigations, tenir compte des éléments suivants :

1. définir et mettre à jour de nouvelles frontières fonctionnelles pour les villes ;
2. définir les populations qui vivent, travaillent et consomment dans la ville ;
3. évaluer le temps de déplacement et des services dans la ville ;
4. élaborer une enquête sur la base d'une analyse temps-budget ;
5. élaborer une enquête sur le niveau de compétence et d'aptitude dans différents groupes de population utilisant des outils technologiques ;
6. élaborer une enquête sur la manière dont les divisions sociales entre les classes, les races, les groupes ethniques, les catégories d'âge et les sexes engendrent des besoins différents en matière de qualité de la vie ;
7. élaborer des typologies de villes pour les zones affaiblies basées à la fois sur les indicateurs socioéconomiques et sur les nouvelles dimensions identifiées dans le présent rapport ;
8. élaborer des cadres d'information spatiale au niveau urbain permettant une analyse et une mise en oeuvre des politiques plus ciblées d'un point de vue géographique.

Les données obtenues par enquête sont essentielles pour l'élaboration de profils de citoyens gérant différemment le système structurel (ressources et services) afin d'améliorer leur qualité de vie (Illustr. 6). Comme le soulignent de nombreux auteurs, la combinaison de données subjectives et objectives est fondamentale pour une meilleure analyse des conditions de vie dans les villes.

Illustr. 6 – Voies individuelles et collectives vers la qualité de la vie.



#### 4. Conclusions

Ce rapport a identifié quelques questions théoriques et méthodologiques clés pour la définition et l'élaboration d'indicateurs relatifs à la qualité de la vie. L'évolution et la mutation rapides de la société moderne rendent nécessaire la mise à jour des approches conceptuelles et empiriques utilisées pour étudier les conditions de vie dans les zones urbaines. En particulier, la qualité de la vie doit être redéfinie en tenant compte des disparités, des nuisances et de toutes les contradictions liées au développement socioéconomique et technologique de la ville. D'un point de vue plus méthodologique, l'évolution des concepts exige également l'identification et la combinaison d'indicateurs classiques et innovants capables de mesurer de manière plus appropriée la complexité de notre société. Même la simple distinction entre les besoins humains matériels et non matériels ne suffit plus pour interpréter la qualité de la vie. Il faut dès lors élaborer ou améliorer de nouvelles perspectives analytiques. Celles-ci concernent principalement l'évaluation de l'intersection entre d'une part les opportunités et les services collectifs et d'autre part, les capacités individuelles en termes de compétences, de participation, d'intégration et de liberté de choix.

Les contradictions de la société moderne telles que :

- compétitivité contre cohésion sociale,
- attrait contre niveau de vie de la population locale,
- technologie contre exclusion et relations impersonnelles,
- standardisation de la communication contre différences culturelles,

doivent être toujours envisagées dans les études urbaines sur la qualité de la vie. En outre, elles devraient être analysées en combinant l'approche écologique objective avec celle, plus subjective, basée sur les données d'enquête. Atteindre cet objectif permettra d'identifier les différents profils de vie caractéristiques d'une société urbaine complexe, basés sur la différenciation socioéconomiques classique mais également sur les contraintes et opportunités spatiales et technologiques.

Plusieurs travaux généraux (Mega 1996, CCE 1997) et des études de cas spécifiques (ALG, The London Study 1997) indiquent que les relations entre la compétitivité, l'égalité et la durabilité environnementale dans la ville favorisent de meilleures conditions de vie. Dans la mesure où la société actuelle et future se fragmentera toujours plus, voire se polarisera, il est nécessaire de développer un schéma méthodologique d'étude de la qualité de la vie en fonction de la définition des différentes stratégies et pratiques appliquées par les groupes de population lorsqu'ils gèrent ces aspects de la durabilité. Il faut donc construire une nouvelle typologie du citoyen, basée sur les capacités réelles des gens. Évidemment, cette approche n'entend pas rejeter l'interprétation néo-contractualiste de la société, surtout pas dans les zones défavorisées, où elle est basée simplement sur l'identification des disparités dues à une répartition inégale des ressources. En effet, ce type d'étude permet de déterminer comment la stratification socioéconomique de la population peut être renforcée ou atténuée par différents schémas de participation, d'éducation, d'information et d'orientation culturelle des individus. Le défi consiste à réduire les disparités, à identifier et protéger les différences et les identités ainsi qu'à assurer d'une part la participation aux processus décisionnels et d'autre part la communication portant sur ces processus.

En dépit des problèmes méthodologiques liés à la construction des indicateurs adéquats, ces questions constitueront des points de références pour les interventions politiques destinées à améliorer la qualité de la vie dans les villes européennes. Il reste

néanmoins un effort fondamental à fournir en matière de définition et de calcul de la population urbaine vivant, travaillant et consommant dans chaque ville européenne afin de servir de statistiques de base pour la construction de nouveaux indicateurs relatifs à la congestion, l'accessibilité et la transformation de nos villes.

Dans ce rapport, nous avons présenté certaines matières urbaines et les indicateurs qui y ont trait en les illustrant de quelques études de cas choisis. Leur analyse n'est qu'un point de départ pour les débats à venir sur la disponibilité et la comparaison des données nécessaires pour finaliser une série d'indicateurs répondant aux objectifs des décideurs politiques. De nombreux problèmes méthodologiques restent à résoudre, principalement en raison de la pénurie et du peu de comparaison possible entre les statistiques de base d'un pays à l'autre et même d'une ville à l'autre. S'il est certes très difficile d'élaborer des indicateurs de la qualité de la vie qui soient parfaits, nous pensons qu'il conviendrait d'adopter une approche plus critique vis-à-vis de la définition de ces indicateurs ou du moins de procéder de façon critique lors de la phase d'interprétation.

## Bibliographie

- Agnew J. and J. Duncan (eds) (1989), *The power of place: Bringing together geographical and sociological imaginations*, Unwin Hyman, London.
- ALG-Association of London Government (1997), *The London Study*, London.
- Anderson B. (1983), *Imagined communities: Reflections on the origin and spread of nationalism*, Verso, London.
- Andranovich G. D. and G. Riposa (1993), "Doing Urban Research. London: Sage", *Applied social research methods series*, 33.
- Allardt E. (1976), "Dimensions of Welfare in a Comparative Scandinavian Study", *Acta Sociologica*, XIX, 3.
- Allardt E. (1981), "Experiences from the Comparative Scandinavian Study, with a Bibliography of the Project", *European Journal of Political Research*, 9, pp. 101-111.
- Andrews F. and A. Szalai (eds) (1980), *Quality of Life: Comparative Studies*, Sage Publication, London.
- Bailly A., C. Jensen-Butler and L. Leontidou (1996), "Changing cities: Restructuring, marginality and policies in urban Europe", *European Urban and Regional Studies*, 3, 2, pp. 161-176.
- Barnes T and J. Duncan (eds) (1992), *Writing worlds: Discourse, text and metaphor in the representation of landscape*, Routledge, London.
- Benevolo L. (1993), *The European city*, Blackwell, Oxford.
- Berger J. (1972), *Ways of seeing*, BBC Publications, London.
- Berry J. and S. McGreal (eds) (1994), *European cities, planning systems and property markets*, E & FM Spon, London.
- Blackwell M. and A. Williams (eds) (1994), *The European challenge: Geography and development in the European Community*, Oxford University Press.
- Bradburn N. (1969), *The Structure of Psychological Well-Being*, Chicago, Aldine.
- Bradburn N. and D. Caplovitz (1965), *Reports on Happiness*, Chicago, Aldine.
- Brunet R. (1989), *Les villes européennes*, DATAR, Paris.
- Cantril H. (1965), *The Patterns of Human Concerns*, Rutgers University Press, New Brunswick.
- Carter H. (1995), *The study of urban geography*, Arnold, London.
- Castells M. (1997), *The power of identity*, Blackwell, Oxford.
- Castells M. (1998), *End of millennium*, Blackwell, Oxford.
- Cattan N., D. Pumain, C. Rozenblat and T. Saint-Julien (1994), *Le Système des Villes européennes*, Anthropos, Paris.
- Cheshire, P. and Carbonaro, G. (1996), Urban Economic Growth in Europe: Testing theory and Policy Prescriptions, *Urban Studies*, Vol. 33 (7), pp 1111-1128.
- Cheshire P., D. Hay, G. Carbonaro and N. Bavan (1988), *Urban problems and Regional Policy in the European Community*, Commission of the European Community, Brussels.
- Cheshire, P. and Hay, D. (1989), *Urban Problems in Western Europe: An Economic Analysis*, Routledge, London.
- Cicerchia A. (1996), "Indicators for the Measurement of the Quality of Urban Life. What is the Appropriate Territorial Dimension", *Social Indicators Research*, 39(3), pp. 321-358.
- Cleveland H. (1982), "Information as a Resource". *The Futurist*, 16, 34-39.
- Clifford J. (1992), "Travelling cultures", L. Grossberg et al. (eds).
- Cosgrove D. (1983), "Toward a radical cultural geography: problems of theory", *Antipode*, vol. 15, pp. 1-11.
- Cosgrove D. and S Daniels (eds) 1988, *The iconography of landscape: Essays on the symbolic representation, design and use of past environments*, Cambridge University Press.
- Commission des Communautés européennes (1993), *Croissance, compétitivité, emploi. Les défis et les pistes pour entrer dans le 21e siècle*, Livre blanc, CCE, Bruxelles.
- Commission des Communautés européennes (1994), *Europe 2000+ Bruxelles: CCE*
- Commission des Communautés européennes (1996), *Vivre et travailler dans la société de l'information : priorité à la dimension humaine*, Livre vert, Projet 22/07/96, Version finale Com(96) 389, CCE, Bruxelles.
- Commission des Communautés européennes (1997a), *Vers un agenda urbain pour l'Union européenne*, COM(97) 197 Finale, Bruxelles, CCE
- Commission des Communautés européennes (1997b), *Perspective de développement spatial européen*, Premier projet officiel, Bruxelles, CCE.
- Commission des Communautés européennes (1997c), *Développement durable urbain dans l'Union européenne : un cadre d'action*, Forum urbain, Édition spéciale, CCE, Bruxelles.
- Commission des Communautés européennes (1999) *L'Information émanant du secteur public : une ressource clé pour l'Europe*. Luxembourg: DG XIII
- Conti S. and G. Spriano (1989), *Urban Structures Technological Innovation and International Metropolitan Networks*, Fondazione Agnelli Torino.
- Coombes M., S. Raybould and C. Wong (1992), *Developing Indicators to Assess the Potential for Urban Regeneration*, HMSO, London.
- Craglia M. (1996), "Building Networks of European Researchers: GISDATA on the Internet", *Environment and Planning B*, vol. 23, pp. 489-500.
- Craglia M. and Signoretta P. (1999), "From Global to Local: the Development of Geographic Information Strategies in the UK" Paper presented at the *Second AGILE Conference*, April Università La Sapienza, Rome, 15-17.
- de Certeau M. (1984), *The practice of everyday life*, University of California Press, L.A.
- Department of the Environment, Transport and the Regions, (1998), *1998 Index of local deprivation*, <http://www.regeneration.detr.gov.uk/98ild/>

- Duncan J. (1990) *The city as text: The politics of landscape interpretation in the Kandyan Kingdom*, Cambridge University Press.
- Duncan J. and N. (1988), "(Re)reading the landscape", *Environment and Planning D: Society & Space*, 6, pp. 117-26.
- Dow G. K. and F. Th. Juster (1985), "Goods, Time and Well-being: the Joint Dependence Problem", F. Th. Juster and F. P. Stafford (eds), *Time, Goods and Well-being*, Institute for Social Research, The University of Michigan, Ann Arbor.
- Firey W. (1947), *Land use in central Boston*, MIT Press, Cambridge, MA.
- Ford S. (1991), "Landscape revisited: a feminist re-appraisal", C. Philo (ed).
- Ellin N. (1996), *Postmodern urbanism*, Blackwell, Oxford.
- EUROSTAT (1992a), The statistical concept of the city in Europe. Luxembourg. *Population and social conditions/Methods*, Series 3E.
- EUROSTAT (1992b), *Labour Force Survey. Methods and definitions*, 3E.
- EUROSTAT (1995), *Economic Accounts and Statistical Indicators at Regional Level*, European Infra-Regional Information System, Meeting of the Working Party, Luxembourg, 14-15 march.
- Flood J. (1997), "Urban and Housing Indicators", *Urban Studies*, 34(10), pp. 1635-1666.
- Fondazione Agnelli (1989), *Cities and Economic Development*, Torino.
- Galtung J. and A. Wirak (1976), "Human Need, Human Rights and the Theories of Development", Unesco Workshop, *Applicability of Social Indicators to National Planning in Thailand*, Bangkok, 23 January.
- Gershuny J. (1993), *L'innovazione sociale. Tempo, produzione, consumi*, Rubbettino Editore, Messina.
- Gershuny J. (1995), "Uso del tempo, qualità della vita e benefici di processo", *Polis*, IX, 3, pp. 361-377.
- Gerson E. (1976), "On Quality of Life", *American Sociological Review*, 41, pp. 793-806.
- Giddens A. (1990), *The Consequences of Modernity*, Stanford University Press, Stanford.
- Goodchild M. (1997), "Towards a Geography of Geographic Information in a Digital World", *Computers Environment and Urban Systems*, vol 21, pp. 380-392.
- Graham S. (1997), "Cities in the real-time age: the paradigm challenge of telecommunications to the conception and planning of urban space", *Environment and Planning A*, vol. 29, pp. 105-127.
- Gramsci A. (1971), *Selections from the Prison Notebooks*, International Publishers, New York.
- Gregory D. (1978), *Ideology, science and human geography*, St Martin's Press, New York.
- Gregory D., R. Martin and G. Smith (eds) (1994), *Human geography: Society, space and social science*, Macmillan Press, Basingstoke.
- Grossberg L., C. Nelson and P. Treichler (eds) (1992) *Cultural studies*. Routledge, London.
- Hall P. (1999). "The Future of Cities" Paper presented at the Round-Table on the Study Programme on European Spatial Planning, London, UCL, 19 April.
- Hall S. (1988), *The hard road to renewal*, Verso, London.
- Hall, P. and Hay, D. (1980), *Growth Centres in the European Urban System*, Heinemann Educational Books, London.
- Handlin O. and J Burchard (eds) (1963), *The historian and the city*, MIT & Harvard U.P. Mass.
- Harris C.D. and E. L. Ullman (1959), "The nature of cities", H. M. Mayer et al. (eds), pp. 277-860.
- Harvey D. (1973), *Social justice and the city*, Edward Arnold, London.
- Harvey D. (1985), *Consciousness and the urban experience: Studies in the history and theory of capitalist urbanization*, Johns Hopkins Press, Baltimore.
- Harvey D. (1989), *The condition of postmodernity*, Blackwell, Oxford.
- Harvey D. (1996), *Justice, nature & the geography of difference*, Blackwell, Oxford.
- Hauser S. and S. Lörcher (1973), "Lebensstandard und Sozialprodukt. Ein Vergleich BRD-Japan", *Konjunkturpolitik*, 2, pp. 81-116.
- Heinrich M. (1998), "The changing system of European cities and regions", *European Planning Studies*, vol. 6(3), pp. 315-332.
- Hoggart R. (1957), *The uses of literacy*, Chatto & Windus, London.
- Hoyt H. (1937), *The structure and growth of residential neighborhoods in American cities*, Federal Housing Administration, Washington D.C..
- Hudson R. and A. M. Williams (eds) (1999), *Divided Europe: Society and territory*, Sage, London.
- Inglhart R. (1977), *The Silent Revolution*, Princeton University Press, Princeton.
- Jacobs J. (1961), *The death and life of great American cities*, Random House, New York.
- Jackson P. (1989), *Maps of meaning: An introduction to cultural geography*, Unwin Hyman, London.
- Jansen-Verbeke M. (1985), "Inner City Leisure Resources", *Leisure studies*, 4, pp: 141-157.
- Jensen-Butler C., A. Shakhbar and J. van den Weesep (eds) (1996), *European cities in competition*, Avebury, Aldershot.
- Jones, Emrys (1990). *Metropolis: the world's great cities*. Oxford U.P.
- Juster F. Th. and F. P. Stafford (1985), "Introduction and Overview", F. Th. Juster and F. P. Stafford (eds), *Time, Goods and Well-being*, Institute for Social Research, The University of Michigan, Ann Arbor.
- Kearns G. and C. Philo (eds) (1993), *Selling places: The city as cultural capital, past and present*, Pergamon Press, Oxford.
- King R., L. Proudfoot and B. Smith (eds) (1997), *The Mediterranean: Environment and society*, Edward Arnold, London.
- Korczak D. (1995), *Lebensqualität-Atlas*, Opladen:Westdeutscher Verlag.
- Laborde P. (1994), "The spatial evolution of West European cities 1950-1990", M. Blacksell et al. (eds), pp. 109-126.
- Lefebvre H. (1991), *The production of space*, Basil Blackwell, Oxford.
- Legambiente (1994), *Primo rapporto di legambiente sull'ecosistema urbano*, Roma.
- Landauer T. K. (1995), *The Trouble with Computers*, MIT Press, Cambridge, MA.

- Leontidou L. (1990), *The Mediterranean city in transition: Social change and urban developmen*, Cambridge University Press.
- Leontidou L. (1993a), "Postmodernism and the city: Mediterranean versions", *Urban Studies*, 30, 6, pp: 949-65.
- Leontidou L. (1993b), "Informal strategies of unemployment relief in Greek cities: the relevance of family, locality and housing", *European Planning Studies*, 1, 1, pp. 43-68.
- Leontidou L. (1994), "The future socio-economic profile of European capital cities", *European Urban & Regional Studies*, 1, 1, pp. 78-79.
- Leontidou L. (1995), "Repolarization in the Mediterranean: Spanish and Greek cities in neoliberal Europe", *European Planning Studies*, 3, 2, pp: 155-72.
- Leontidou L. (1996a), "Alternatives to modernism in (Southern) urban theory: Exploring in-between spaces", *International Journal of Urban and Regional Research*, 20, 2, pp. 180-97.
- Leontidou L. (1996b), "Athens: inter-subjective facets of urban performance", C. Jensen-Butler, A. Shakhar and J van den Weese (eds), pp. 244-273.
- Leontidou L. (1997), "Five narratives for the Mediterranean city", R. King et al. (eds), pp 181-193.
- Leontidou L. and A. Afouxenidis (1999), "Boundaries of social exclusion in Europe", R. Hudson and A. M. Williams (eds), pp. 255-268.
- Ley D. and M. Samuels (eds) (1978), *Humanistic geography: Prospects and problems*, Maaroufa Press, Chicago.
- Lichtenberger E. (1976), "The Changing Nature of European Urbanization", B. J. L. Berry (ed), *Urbanization and Counter-urbanization, Urban Affairs Annual Review*, 11, Sage, Beverly Hills, pp. 81-107.
- Lichtenberger E. (1995), "Fachsitzung 5: Die Zukunft der Stadt in Europa", 49. *Deutscher Geographentag Bochum 1995*, Band 4, Franz Steiner Verlag, Stuttgart, pp. 183-186.
- Lineberry R. (1984), "Mandating urban equality: The distribution of municipal public services", H. Hahn and C. Levine (eds), *Readings in urban and public politics*, Longman, New York, pp. 184-211.
- Loukaki A. (1997), "Whose *genius loci*? Interpretations of the 'sacred rock of the Athenian Acropolis'", *Annals of the Association of American Geographers*, 87, 2, pp. 306-29.
- Lötscher L. (1985), "Lebensqualität kanadischer Städte", *Basler Beitr. zur Geographie*, 33, Basel.
- Lowenthal D. (1961), "Geography, experience and imagination: toward a geographical epistemology", *Annals of the Association of American Geographers*, 51, pp. 241-60.
- Lynch K. (1960), *The image of the city*, MIT Press, Cambridge, Mass.
- Mayer H. M. and C. F. Kohn (eds) (1959), *Readings in urban geography*, Chicago University Press.
- Mega V. (1997), "European cities in search of sustainability", *Young Planner Judge Urban Innovations*, Dublin, 21-22 November.
- Martinotti G. (1993), *Metropoli*, Il Mulino, Bologna.

- Martinotti G. (1996), "Which Data for the Mobile Metropolis?", Istat/Eurostat, *International Conference on Economic and Social Challenges in the 21st Century: Statistical Implications*, Bologna, February 5-7.
- Martinotti G. (1998), *Third International MigCities Conference, Migrants and Minorities in European Cities*, session on "Sociodemographic data", Milano, November 13<sup>th</sup>.
- McDowell L. (1994), "The transformation of cultural geography", D. Gregory et al. (eds), pp.146-73.
- Mendenso A. A. (1986), "Yardsticks for measuring the success of service programs in Savannah", *State & Local Government Review*, 18, pp. 89-92.
- Mingione E. (1991), *Fragmented societies: a sociology of economic life beyond the market paradigm*, Basil Blackwell, Oxford.
- Mohanty C. T. (1991), "Cartographies of struggle", C. T. Mohanty et al. (eds).
- Mohanty C.T., A. Russo and L. Torres (eds) (1991), *Third world women and the politics of feminism*, Indiana University Press, Bloomington.
- Naess S. (1989), "The Concept of Quality of Life", S. Björk and J. Vang (eds), *Assessing Quality of Life*, Samhall Klintland, Linköping, pp. 9-16.
- N.U.R.E.C. (ed) (1994), *Atlas of Agglomerations in the European Union*, Duisburg.
- N.U.R.E.C. (1995), "Report on Comparative Studies and Statistics of European Cities", *Europolis*, Working paper, n. 3, Duisburg.
- N.U.R.E.C. (ed) (1998), *Die Zusammenhänge zwischen räumlichen Strukturmerkmalen, Meinungsbildern und Verhaltensmustern in sanierungsbetroffenen Stadtteilen*, Duisburg.
- Nussbaum M. and A. Sen (eds) (1993), *The Quality of Life*, Clarendon Press, Oxford.
- Nuvolati G. (1993), "Qualità della vita. definizione, prospettive di analisi e indicatori sociali", *Sociologia Urbana e Rurale*, n. 41, pp. 99-121.
- Nuvolati G. (1996), *Quality of Life in the Old European Cities Belt*, MZES - University of Mannheim, Commission of the European Communities.
- Nuvolati G. (1998), *La qualità della vita urbana. Teorie, metodi e risultati delle ricerche*, Franco Angeli, Milano.
- Park R.E., E.W. Burgess and R. D. McKenzie (1925), *The city*, University of Chicago Press.
- Philo C. (ed) (1991), *New words, new worlds: Reconceptualising social and cultural geography*, St David's University College, Lampeter.
- Pickvance C. and E. Preteceille (eds) (1991), *State restructuring and local power: a comparative perspective*, Pinter Publishers, London.
- Population Crisis Committee (1990), *Cities, Life in the World's 100 Largest Metropolitan Areas*, Washington.
- Poulain M (1997), *L'offre et la demande en matière de statistiques urbaines au sein de l'Union européenne*, GÉDAP, FNRS, UCL.
- Quick M. (1995), "Regional Units in Western Europe since 1945", *MZES Working Paper*, Eurodata/nr. 5, University of Mannheim, Mannheim.
- Rheingold H. (1994) *The Virtual Community*. Minerva: London.

- Rupprecht R. (1993), *Lebensqualität. Theoretische Konzepte und Ansätze zur Operationalisierung*, Dissertation, Erlangen.
- Sassen S. (1991), *The global city: New York, London, Tokyo*, Princeton University Press, Princeton, NJ.
- Schorske C. E. (1963), "The idea of the city in European thought: Voltaire to Spengler", O. Handlin et al. (eds), pp. 95-114.
- Schorske C. E. (1981), *Fin-de-siecle Vienna: Politics and culture*, Cambridge University Press.
- Shields R. (1991), *Places on the margin: alternative geographies of modernity*, Routledge, London.
- Soja E. (1989), *Postmodern geographies: The reassertion of space in critical social theory*, Verso, London
- Soja E. (1992), "Inside Exopolis: Scenes from Orange County", M. Sorkin (ed.), *Variations on a Theme Park*, Noonday Press, New York, pp. 94-122.
- Spanò A. (1989), "Benessere e felicità nella prospettiva della teoria della qualità della vita", *La Critica Sociologica*, 90-91, pp. 69-120.
- Szalai A. (1972), *The Use of Time*, Mouton and Co., The Hague.
- Tofler A. (1980), *The Third Wave*, New York, Morrow.
- Tuan Y.F. (1977), *Space and time: The perspective of experience*, University of Minnesota Press, Minneapolis.
- Webber M. et al. (eds) (1964), *Explorations into urban structure*, University of Pennsylvania Press, Philadelphia.
- White P. (1984), *The West European city: A social geography*, Longman, London.
- Wirth L. (1938), Urbanism as a way of life. *American Journal of Sociology*, 44, pp. 1-24.
- Zapf W. (1984), "Individuelle Wohlfahrt: Lebensbedingungen und wahrgenommene Lebensqualität", W. Glatzer and W. Zapf (eds), *Lebensqualität in der Bundesrepublik. Objektive Lebensbedingungen und Subjektives Wohlempfinden*, Campus, Frankfurt/Main, pp.13-26.
- Zukin S. (1988), *Loft living: Culture and capital in urban chang*, Radius, London.
- Zukin S. (1991), *Landscapes of power: From Detroit to Disney World*, University of California Press, Berkeley & L.A..

Comité des régions de l'Union européenne

**Évaluer la qualité de la vie dans les villes et régions européennes  
Conceptualisation théorique, indicateurs classiques et innovants**

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

1999 — 74 p. — 16 x 23cm

ISBN 92-828-7895-3

Prix au Luxembourg (TVA exclue): EUR 7

UNION EUROPEENNE



Comité  
des  
Régions

Rue Belliard 79 - 1040 Bruxelles  
Tél. +32 2/282 22 11 - Fax +32 2/282 23 25  
<http://www.cor.eu.int/>

GF-25-99-205-FR-C

**FR**

Prix au Luxembourg (TVA exclue): EUR 7



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES  
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

L-2985 Luxembourg

ISBN 92-828-7895-3



9 789282 878958 >